

# **AFPBTP DES LANDES MORCENX (40)**

## **MAITRE D'OUVRAGE**

**AFPBTP des Landes**  
CFA Bâtiment 5 - rue du 19 Mars  
1962  
40 100 Morcenx

**Construction d'un nouvel internat,  
animation et logement de fonction  
du Centre de Formation des  
Apprentis du bâtiment et des  
travaux publics des Landes**

## **ASSISTANT MAITRE D'OUVRAGE**



**Agence de Bordeaux**  
27, avenue Ile de France  
33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX  
Tél. : 05 56 67 21 40  
Fax : 05 56 67 27 03

## **MARCHE DE TRAVAUX**

**C.C.A.P.  
(Cahier des Clauses  
Administratives Particulières)**

## MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

#### ***Maître de l'ouvrage***

AFPBTP des Landes  
CFA Bâtiment 5 - rue du 19 Mars 1962  
40 100 Morcenx

Représenté par son Président Monsieur LAPEYRE

#### ***Objet du marché***

Construction d'un nouvel internat, animation et logement de fonction du Centre de Formation  
des Apprentis du bâtiment et des travaux publics des Landes

#### ***Pouvoir Adjudicateur***

AFPBTP des Landes  
CFA Bâtiment 5 - rue du 19 Mars 1962  
40 100 Morcenx

Représenté par son Président Monsieur LAPEYRE

#### ***Personnes habilitées à donner les renseignements***

prévus à l'article 109 du Code des Marchés Publics

Monsieur LANDRIEUX, Directeur de l'établissement

#### ***Assistant Maître d'ouvrage***

A2MO - Agence de Bordeaux  
27, avenue Ile de France - 33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX  
Tél. : 05 56 67 21 40 / Fax : 05 56 67 27 03

Représentée par M. EVEN

#### ***Maître d'Œuvre***

Architecte mandataire :

Mireille DAGREOU – Architecte DPLG  
181, route de la Poste  
40110 ONESSE ET LAHARIE  
Tél : 05 58 07 31 96 / Fax : 05 58 04 36 19

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

### SOMMAIRE

#### **ARTICLE 1. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES.. 5**

1-1. Objet du marché - Domicile du titulaire .....	5
1-2. Décomposition en phases et en lots .....	5
1-3. Intervenants .....	6
1-4. Procédure de consultation et délai de notification .....	8
1-5. Travaux intéressant la Défense - Obligation de discrétion .....	8
1-6. Contrôle des prix de revient .....	9
1-7. Dispositions générales.....	9
1-8. Connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux .....	13

#### **ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE ..... 14**

#### **ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES..... 16**

3-1. Tranche(s) conditionnelle(s) .....	16
3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie .....	16
3-4. Paiement des cotraitants et des sous-traitants.....	20

#### **ARTICLE 4. DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES ..... 21**

4-1. Délai d'exécution des travaux.....	21
4-2. Prolongation de(s) délai(s) d'exécution .....	22
4-3. Pénalités pour retard d'exécution.....	22
4-4. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	23
4-5. Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution .....	23
4-6. Pénalités diverses.....	23
4-7. Primes d'avance .....	24

#### **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE..... 25**

5-1. Retenue de garantie.....	25
5-2. Avance obligatoire .....	25
5-3. Avance facultative.....	26

#### **ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS ..... 26**

6-1. Provenance des matériaux et produits. ....	26
6-2. Echantillons .....	26

6-3. Notices techniques - Procès verbal d'agrément .....	27
6-4. Matériaux défectueux.....	27
6-5. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt .....	27
6-6. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	27
6-7. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage. ....	27
<b>ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES .....</b>	<b>28</b>
7-1. Piquetage général.....	28
7-2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	28
7-3. Implantation de structure .....	28
7-4. Implantation des cloisons et des huisseries.....	29
7-5. Traits de niveaux.....	29
<b>ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>29</b>
8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	29
8-2. Documents nécessaires à l'exécution des ouvrages.....	30
8-3. Conditions particulières d'exécution .....	31
8-4. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers.....	32
8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé .....	39
<b>ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX.....</b>	<b>39</b>
9-1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	39
9-2. Réception .....	40
9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	40
9-5. Documents fournis après exécution .....	41
9-6. Obligation de parfait achèvement .....	41
9-7. Garanties particulières .....	42
9-8. Brevets.....	42
<b>ARTICLE 10. DEFAILLANCE DE L'ENTREPRISE - RESILIATION.....</b>	<b>43</b>
<b>ARTICLE 11. TROUBLES DE JOUISSANCE – PROPRIETES VOISINES</b>	<b>43</b>
<b>ARTICLE 12. RELATIONS ENTRE ENTREPRISES .....</b>	<b>44</b>
<b>ARTICLE 13. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b>44</b>

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

### ARTICLE 1. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES

#### 1-1. Objet du marché - Domicile du titulaire

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les travaux de construction d'un nouvel internat, animation et logement de fonction du Centre de Formation des Apprentis du bâtiment et des travaux publics des Landes – MORCENX (40).

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et sur l'ensemble des planches de dessin.

Pour l'exécution de l'ouvrage, les travaux seront répartis par lots selon l'article 1.2 ci-dessous. Les travaux seront exécutés jusqu'au parfait achèvement de l'ouvrage, et en conformité avec les règles de l'art, des normes, DTU et du cahier des prescriptions communes, applicables aux marchés des travaux du bâtiment.

En conséquence, les entreprises titulaires des lots, ne pourront faire valoir tout oubli ou omission ou imprécision en plan ou sur le CCTP. Chacune des entreprises retenues ne sera censée ignorer les travaux concernant les autres corps d'état, le dossier complet leur étant fourni à leur demande.

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la mairie du lieu du chantier, jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître à la personne responsable du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

#### 1-2. Décomposition en phases et en lots

Les travaux seront exécutés en 1 seule phase. (Voir calendrier prévisionnel d'exécution joint au DCE).  
Le marché est divisé en 16 lots au sens de l'article 10 du Code des marchés publics.

Désignation des lots
00 – Dispositions Communes
01 – Démolition - Déconstruction
02 – Gros Œuvre
03 – Revêtement et Isolation des Façades
04 – Charpente Métallique – Couverture – Zinguerie - Serrurerie
05 – Etanchéité
06 – Menuiseries extérieures
07 – Menuiseries Intérieures
08 – Plâtrerie
09 – Faux Plafonds
10 – Carrelages
11 – Sols Souples
12 - Peinture
13 – Electricité – Courants Forts – Courants Faibles
14 – Chauffage - Ventilation – Désenfumage – Plomberie Sanitaire
15 – Ascenseur
16 – VRD - Espace Vert

Ces travaux seront traités par marchés séparés avec des entreprises isolées ou groupements d'entreprises conjointes avec mandataire commun.

Si plusieurs entreprises participent à l'exécution d'un même lot, elles seront obligatoirement conjointes et solidaires, aucune décomposition des travaux entre les entreprises n'étant admise à l'intérieur du marché qui leur est attribué. (art. 51 du CMP)

L'entrepreneur ne peut céder à des sous-traitants une ou plusieurs parties de son entreprise ni en faire apport à une société ou à un groupement, sans autorisation expresse du Maître d'ouvrage.

### **1-3. Intervenants**

#### **1-3.1. Assistant du maître de l'ouvrage**

L'assistance Maîtrise d'ouvrage est assurée par :

Société **A2MO – Agence de Bordeaux**  
27, avenue Ile de France – 33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX

Représentée par M. EVEN - Tél. :06 26 86 24 94 / Fax : 05 56 67 27 03

#### **1-3.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché**

L'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 2.41 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) et 114 du CMP

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- les renseignements mentionnés à l'article 114-1 du CMP
  - La nature des prestations sous traitées.
  - Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous traitant proposé.
  - Le montant maximum des sommes à verser pour paiement direct du sous traitant.
  - Les conditions de paiement prévues par le projet, le cas échéant les conditions de variation de prix.
  - Les capacités professionnelles et financières du sous traitant.
- le compte à créditer.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire doit joindre, en sus de l'acte spécial, les éléments portés à l'article 114 du CMP et notamment :

- Le candidat produit à l'appui de sa candidature :
  1. La copie du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire.
  2. Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre pas dans aucun des cas mentionnés à l'article 43.
  3. Les documents et renseignements demandés par le pouvoir adjudicataire dans les conditions fixées à l'article 45.
- Les pièces prévues aux articles R.324-4 ou R.324-7 du code du travail. Ces pièces sont à produire tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

**A noter que seule la sous-traitance de premier rang est acceptée par la Maîtrise d'Ouvrage.**

#### **1-3.3. Conduite d'opération**

Sans objet.

#### **1-3.4. Maîtrise d'œuvre**

La fonction de maîtrise d'œuvre comprend :

1. Les études d'esquisses/Diagnostic (ESQ/DIAG)
2. Les études d'avant-projet (APS et APD)
3. Les études de projet (PRO)

4. Les études d'EXEcution (Fluides + Structures + Charpente) et QUANTitatifs des lots architecturaux
5. L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT)
6. L'examen de la conformité des études d'exécution au projet (VISA)
7. La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)
8. L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant l'année de garantie (AOR)
9. La mission DQO et SYNthèse.

**est assurée par :**

Architecte mandataire : **Mireille DAGREOU – Architecte DPLG**  
181, route de la Poste – 40110 ONESSE ET LAHARIE  
Tél. : 05 58 07 31 96 / Fax : 05 58 04 36 19

Bureau d'Etudes Fluides : **MATH INGENIERIE**  
219 – 221, Boulevard Albert 1<sup>er</sup> – 33130 BEGLES  
Représenté par M. LOPEZ - Tél. : 05 59 53 16 98 / Fax : 05 59 50 08 39

Bureau d'Etudes Structures : **COBET**  
Immeuble Alliance – 3, rue du Pont de l'Aveugle – 64600 ANGLET  
Représenté par M.LAUDOUAR - Tél. : 05 59 54 37 50 / Fax : 05 59 54 31 72

Economiste : **EMMANUEL LESPESSAILLES**  
183, route de la Poste – 40110 ONESSE-LAHARIE  
Tél. : 05 58 07 30 56 / Fax : 05 58 07 35 76

**1-3.5. Coordination du Système de Sécurité Incendie (SSI)**

La Coordination SSI est assurée par :

Bureau d'Etudes SSI : **DEKRA Systèmes**  
Département AKSSION - Parc Cadéra Sud - 34, Avenue Ariane - BP 70150  
33706 MERIGNAC Cedex  
Représenté par M. LEYMONERIE - Tél. : 05 56 13 61 69 / Fax : 05 56 13 61 85

**1-3.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)**

Conformément à la loi n°93-1418 et à ses décrets d'application (notamment le décret n°94-1159 du 26 Décembre 1994), le maître d'ouvrage a désigné un coordonnateur pour la sécurité et la protection de la santé des travailleurs. La mission a été scindée en deux phases distinctes : phase études et conception, et phase travaux.

Le coordonnateur informe le maître d'œuvre de toute violation par les intervenants des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.

En cas de danger grave ou imminent, le coordonnateur doit prendre les mesures pour faire cesser ce danger, et peut à ce titre arrêter tout ou partie du chantier aux torts exclusifs des intervenants qui sont à l'origine du danger.

De manière générale, l'entrepreneur ne pourra demander une quelconque indemnité fondée sur l'action du coordonnateur. Les frais de chantier afférents à son intervention sont réputés inclus dans les prix du marché.

Cette coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs est confiée à :

**QUALICONSULT**  
28 chem Sabalce - 64100 BAYONNE  
Représenté par Mme CIRET - Tél. : 05 59 63 00 84 / Fax : 05 59 63 04 46

désigné(e) dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur SPS".

### 1-3.7. Contrôle technique au sens de la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 sur la responsabilité et l'assurance construction.

Les travaux de la présente opération sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par le titre II de la loi du 4 janvier 1978, relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction. Les missions confiées par le Maître de l'Ouvrage au contrôleur technique sont conformes au décret n°99-443 du 28 mai 1999 et sont relatives à :

#### Missions de base :

##### **Missions L + SEI**

L : solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables

SEI : sécurité des personnes dans les ERP et IGH

#### Et aux missions complémentaires suivantes:

Mission P1 : solidité des ouvrages et des éléments d'équipement non indissociablement liés,

Mission PS : sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme

Mission LE : solidité des existants

Mission Pha : isolation acoustique pour les bâtiments autres qu'à usage d'habitation,

Mission Th : isolation thermique et économies d'énergie,

Mission Hand : accessibilité des constructions pour les personnes handicapées y compris l'attestation d'accessibilité,

Mission HYSa : Hygiène et santé dans les bâtiments autres que d'habitation

Le Contrôleur Technique sera rémunéré directement par le Maître de l'Ouvrage. Il sera assuré par :

#### **SOCOTEC**

363, Avenue Georges Clémenceau - 40000 MONT DE MARSAN

Représenté par M. BERGERET CLARAC - Tél. : 05 58 05 46 90 / Fax : 05 58 05 46 96

### 1-3.8. Ordonnancement, pilotage et coordination de chantier.

Le pilotage a pour objet de mettre en application, au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves dans les délais impartis du marché de travaux, les diverses mesures d'organisation élaborées dans le cadre de l'ordonnancement et la coordination.

Cette mission OPC est assurée par :

#### **EMMANUEL LESPESSAILLES**

183, route de la Poste – 40110 ONESSE-LAHARIE

Représenté par M. LESPESSAILLES - Tél. : 05 58 07 30 56 / Fax : 05 58 07 35 76

## **1-4. Procédure de consultation et délai de notification**

La consultation entre les entreprises isolées ou les groupements d'entreprises conjointes ou solidaires avec mandataire commun se fera conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur : Code 2006 des Marchés Publics. Décret N°2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006. (JO du 4 août 2006)

La notification du marché par le pouvoir adjudicateur sera faite à l'entreprise dans les délais suivants : Cent vingt (120) jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

## **1-5. Travaux intéressant la Défense - Obligation de discrétion**

Sans objet.



## **1-6. Contrôle des prix de revient**

Sans objet.

## **1-7. Dispositions générales**

### **1-7.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application de l'article R.341-36 du Code du Travail et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit remettre à la personne publique une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10% et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 %.

### **1-7.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'Euro. Le prix, libellé en €, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles 44 à 46 du Code des Marchés Publics (CMP), une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet la Construction d'un nouvel internat, animation et logement de fonction du Centre de Formation des Apprentis du bâtiment et des travaux publics des Landes – MORCENX (40).

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités de l'article 3-4.2 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

### **1-7.3. Assurances pendant et après travaux**

Le titulaire du marché précisera par écrit à ses assureurs le contenu "in extenso" du présent article en même temps qu'il les informera exhaustivement sur l'objet et les caractéristiques techniques du présent marché autant qu'il le jugera nécessaire.

*Par conséquent le titulaire sera seul responsable de la communication, en temps utile, à ses assureurs (et/ou ses sous-traitants éventuels) du présent article «in extenso» ainsi que des informations relatives à l'opération de restructuration et d'extension de l'établissement.*

*Les conséquences dommageables d'un éventuel manquement aux présentes dispositions seront à la charge exclusive du titulaire, aucune réclamation ne pouvant être formulée à l'encontre du Maître d'Ouvrage, ses représentants et ses assistants, pour un défaut d'information en application du présent article.*

Dans un délai de quinze jours avant la notification du marché et/ou l'envoi de l'ordre de service «ad-hoc», le futur attributaire justifiera qu'il bénéficie, spécifiquement pour le présent marché :

#### **1- D'une assurance responsabilité civile professionnelle,**

Il s'agit d'une police personnelle de responsabilité civile couvrant les dommages de toutes natures causés aux tiers et /ou au Maître d'Ouvrage et s'exerçant:

##### **a- pendant la durée des travaux**

Du fait notamment des travaux avant réception, et/ou du fait de son personnel en activité de travail et/ou des matériels et/ou des machines et/ou des matériaux qu'il utilise, y compris les installations fixes et/ou provisoires de chantier.

##### **b- après réception des travaux**

De convention expresse, et nonobstant toute disposition réglementaire ou jurisprudentielle contraire, du fait d'événement engageant la responsabilité délictuelle et/ou quasi délictuelle et/ou contractuelle du constructeur en vertu des articles 1382 à 1384 et 1147 du Code civil (y compris des dommages causés à l'environnement) et ce, jusqu'aux délais de prescription légaux énoncés notamment par le Code civil.

Cette police d'assurance de responsabilité civile devra comporter les minimums de garantie définis ci-après:

Pendant la durée des travaux et après leur réception:

- dommages corporels	8.000.000 € (sans franchise)
- dommages matériels	3.000.000 €
- dommages immatériels	1.500.000 €

*Le Maître d'Ouvrage appellera donc le titulaire en garantie pour tout dommage qu'il subirait lui-même et/ou dont un tiers lui demanderait réparation du fait de tout acte du titulaire ou des travaux et/ou prestations qu'il a réalisés.*

#### **2 - D'une assurance de responsabilité civile décennale**

Une police d'assurance «responsabilité décennale» sera souscrite obligatoirement pour la réalisation de l'ouvrage objet du présent marché.

*Le titulaire produira donc dès la première demande du MO une attestation d'assurance responsabilité civile décennale de son assureur en titre valable à la date de l'ouverture du chantier (DOC).*

*Cette attestation fera référence nominativement au chantier objet du présent marché, garantira les sous-traitants de premier rang, et dérogera à la règle proportionnelle prévue par le Code des assurances*

*Il y sera précisé le montant hors taxe maximum de l'opération pour lequel l'assureur délivrera ses garanties sans qu'il soit nécessaire pour le titulaire de souscrire à un contrat collectif de responsabilité civile décennale.*

*La liste exhaustive des activités garanties (objet du présent marché) y sera mentionnée ainsi que les niveaux de qualifications professionnelles minimaux éventuellement exigés par l'assureur pour délivrer sa garantie.*

En toutes hypothèses les montants de garanties minimums seront:

- pour les traitants directs de la structure et du gros œuvre dix millions d'Euros

– six millions d'Euros pour les autres traitants directs,

*et trois millions d'Euros pour les traitants non réalisateurs (maîtres d'œuvre, bureaux d'études, bureaux de contrôle etc..)*

Dans l'hypothèse du recours à des techniques non courantes et / ou la mise en œuvre de nouveaux produits innovants (notamment dans le prolongement du Grenelle de l'Environnement impliquant une recherche constante de performance énergétique) le titulaire vérifiera la bonne adaptation de ses garanties d'assurance responsabilité civile décennale avec ces contraintes particulières celles-ci devant impérativement faire l'objet d'une déclaration préalable à son assureur pour pouvoir être prises en compte par ce dernier, l'attestation d'assurance RCD devant les mentionner dans la liste des activités assurées à défaut de quoi l'attestation d'assurance RCD serait considérée comme incomplète et donc irrecevable en l'état.

A défaut du respect de l'ensemble des dispositions ci-dessus le contrat d'assurance responsabilité civile décennale sera réputé insuffisant, voir inexistant, ce qui serait de nature à faire obstacle à l'exécution du présent marché par le titulaire (donc retarder l'envoi du premier ordre de service jusqu'à régularisation de l'attestation RCD) et justifierait de la mise en œuvre des pénalités prévues par ailleurs notamment pour retard dans la fourniture des documents administratifs

**En toutes hypothèses les éventuelles surprimes imposées par les assureurs responsabilités civiles resteront toujours à la charge du titulaire.**

### **2.1 - Police Dommages Ouvrage**

*. Le MO se réservera souverainement la possibilité de souscrire une telle police par conséquent les entrepreneurs concernés devront, comme il est dit ci-avant, être régulièrement couverts par un contrat d'assurance de responsabilité civile décennale à concurrence du coût total de l'opération.*

### **2.2 - Contrat d'assurance collectif de responsabilité civile décennale (CCRD).**

Dans l'hypothèse où il serait nécessaire, pour le MO, de souscrire un tel contrat pour compléter les contrats RCD de première ligne souscrits par les titulaires le coût de ce contrat d'assurance resterait à la charge du MO le titulaire devant alors impérativement en tenir compte dans le calcul de son prix lors de la remise de son offre.

## **3 - Assurance Tous Risques Chantier (T.R.C.) souscrite par le maître d'ouvrage**

Le MO souscrira [pour le compte de l'ensemble des intervenants et de leurs sous-traitants éventuels et qui auront la qualité d'assuré] un contrat d'assurance «Tous Risques Chantier » ayant pour objet de garantir les dommages matériels survenant accidentellement et / ou fortuitement à l'ouvrage en cours de réalisation et à ses équipements.

Le contrat TRC souscrit par le MO ne couvrira cependant jamais les pertes financières que le titulaire pourrait avoir à supporter personnellement à la suite d'un sinistre garanti par ledit contrat.

Pour l'application des garanties du contrat d'assurance TRC l'ensemble des intervenants au chantier auront donc la qualité d'assuré (on entend par intervenant : le maître d'ouvrage, ses représentants et ses assistants, la maîtrise d'œuvre, les entreprises ainsi que leurs sous traitants quelque soit leur rang et fournisseurs intervenants sur le chantier et titulaires d'un marché et/ou d'une lettre de commande).

Le montant de garantie de ce contrat sera égal au montant toutes taxes comprises (T.C.E. et tous honoraires et frais divers inclus) pour l'opération considérée.

La franchise maximum applicable par sinistre sera de 10.000 € (dix mille euros).

En cas de sinistre entraînant des dommages inférieurs ou égaux à cette franchise, ceux-ci resteront à la

charge soit du titulaire sauf cas de force majeure exonérant les entreprises soit répartis entre celles-ci, en fonction des responsabilités respectives de ces dernières dans la réalisation des dommages ou, à défaut de pouvoir être établies (et hors les cas de force majeure avérés) , en fonction du pourcentage de la valeur des lots dont elles sont titulaires.

A l'occasion d'un sinistre garanti au titre du contrat TRC, et sous la réserve expresse de la prise d'effet de ce contrat à la date du sinistre, l'assureur TRC renoncera par avance et définitivement à recourir contre tous les intervenants assurés concernés au titre du même contrat, cette renonciation à recours s'appliquera aussi au profit des assureurs des mêmes intervenants ayant la qualité d'assuré au titre du contrat TRC.

Par contre dans tous les cas autres que celui de force majeure exonérant les intervenants le MO conservera un recours contre ceux-ci pour le remboursement de la franchise.

En cas d'éventuels surcoûts d'assurance du fait du titulaire notamment dans l'hypothèse d'une prolongation de la durée du chantier et / ou d'un report de la date de réception de l'opération telle qu'initialement prévue et / ou d'une augmentation du coût total de l'opération qui serait imputable en tout ou partie au titulaire et qui entraînerait un surcoût d'assurance TRC et / ou Dommages Ouvrage et / ou CCRD ce surcoût d'assurance serait à la charge financière exclusive du titulaire.

Le MO pourra donc procéder à tout moment à toute compensation par déduction sur les montants en cours de règlement dus au titulaire pour le remboursement de la franchise (en tout ou partie).

Le MO sera le seul payeur de cotisations du contrat «Tous risques chantier» et «Dommages Ouvrage [y compris CCRD]» le titulaire devra impérativement en tenir compte dans son offre de prix

Le titulaire du présent marché pourra, sur simple demande écrite, prendre connaissance, dans les bureaux du MO des conditions précises du marché de services d'assurances T.R.C. souscrit pour l'opération concernée. Il est bien précisé ici que seules les clauses et conditions du marché d'assurance TRC souscrit prochainement par le MO auront valeurs contractuelles les précisions données ici relatives à ces mêmes clauses n'étant données qu'à titre indicatif sans pouvoir engager le MO au delà de son devoir d'information car ce dernier ne pouvant raisonnablement préjuger de l'issue exacte de la consultation future des assureurs.

Le MO s'engage à informer sans délai le titulaire de modifications importantes par rapport au présent article qui lui seraient imposées unilatéralement par les assureurs à l'issue de la future consultation. Dans ce cas ces modifications seront actées dans un avenant au présent CCAP sans que le titulaire ne puisse raisonnablement formuler une quelconque réclamation à cet égard.

Dans l'hypothèse où le contrat d'assurances Tous Risques Chantier ne puisse être souscrit (ou prendre ses effets) lors du démarrage des travaux sur le chantier le MO en informera (en même temps qu'il adressera le premier ordre de service) les titulaires des marchés travaux pour qu'ils en tirent toutes les conséquences utiles et notamment celles de se trouver dans l'obligation d'en informer leurs assureurs respectifs.

**Les garanties souscrites par le MO n'apporteront donc aucune modification aux obligations d'assurance incombant normalement au titulaire qui conservera donc l'entière liberté de les compléter comme bon il lui semblera si nécessaire.**

**Le titulaire renonce ainsi que ses assureurs à exercer tous recours contre le MO, ses représentants et ses assistants, et leurs assureurs quant au contenu et au fonctionnement de la police TRC et / ou CCRD**

#### **4- Gestion des sinistres par le MO**

Le titulaire s'engage par avance à déclarer par écrit (fax et/ou mail) au MO tous sinistres dans les 24 heures de sa survenance de même qu'il donne par avance un mandat irrévocable de représentation au MO auprès des assureurs afin de leur permettre d'instruire le dossier sinistre pour son compte, y compris au cours de des opérations

d'expertise, le cas échéant et d'être destinataire, si nécessaire, pour compte commun de l'indemnité d'assurance en découlant.

Le titulaire s'engage par avance à laisser le libre accès au MO, ses assistants et les experts d'assurance et les représentants des assureurs lors de l'instruction d'un éventuel sinistre TRC et / ou Dommages Ouvrage [CCRD]

## **5 - Couverture des biens du titulaire**

Le titulaire du présent marché fera toujours son affaire personnelle de la souscription des assurances relatives aux biens et équipements lui appartenant et / ou placés sous sa garde, utilisés pour la réalisation de son marché et non destinés à être incorporés dans les ouvrages réalisés objet de son marché.

Le MO ne sera jamais gardien des biens du titulaire laissés sur le chantier, ceux-ci l'étant toujours aux risques et aux périls du titulaire.

Le titulaire veillera notamment à ce que les véhicules terrestres à moteur et les remorques (attelées ou non) soient assurés conformément à la législation en vigueur et que ceux-ci soient notamment garantis lorsqu'ils fonctionnent comme outils en circulation ou en dehors de toute circulation.

Le cas échéant s'il le juge utile le titulaire s'assurera, avant livraison jusqu'à complet déchargement sur le chantier, pour les risques en cours de transport de ses marchandises, matériels et approvisionnement divers du chantier le MO n'ayant souscrit aucune garantie «dommages des matériels et marchandises» en cours de transport pour l'approvisionnement du chantier.

A ce titre il est bien rappelé ici que les garanties TRC ne bénéficient aux marchandises, matériels et approvisionnement divers du chantier qu'après leur complet et premier déchargement sur le site du chantier. Les risques de pertes et / ou de dommages au cours des opérations de transport et de premier déchargement sur site restant à la charge exclusive du titulaire du marché.

## **6- Demandes d'informations complémentaires**

Le candidat (ou le titulaire futur) au présent marché et / ou ses assureurs pourront s'ils le souhaitent se mettre en relation directe avec M Philippe HEIN consultant – auditeur en assurances construction, rédacteur exclusive du présent article, via mail adressé à philippehein@pmhconseils.fr une réponse leur sera faite dans le meilleur délai dont copie sera adressée au MO simultanément.

**Il est précisé à toutes fins utiles que la présente «clause Assurance» relève de la propriété intellectuelle exclusive de son auteur M Philippe HEIN et qu'à ce titre elle ne saurait être utilisée sans son accord écrit ni le paiement des droits correspondants.**

## **1-8. Connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux**

### **1-8.1. Généralités**

Chaque entreprise est réputée avant la remise de son offre :

- . avoir pris pleinement connaissance du plan de masse et de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des bâtiments existants à conserver, à réhabiliter ou à démolir, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux.
- . avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités.
- . avoir procédé à une visite détaillée du site (se référer à l'attestation de visite annexée au RC) et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, notamment pendant la période estivale de Juin à septembre [1], à la topographie et à la nature des terrains (couche superficielle, venues d'eau, etc ... ),

à l'exécution des travaux à pied d'œuvre (moyen de communication et de transport, lieu d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc ... ).

L'alimentation en eau et électricité durant la phase chantier sera assurée par les titulaires de ces marchés respectifs avant le démarrage du chantier.

- . avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier d'appel d'offres, notamment celles données par les plans, les dessins d'exécution, s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels auprès du Maître d'œuvre et avoir pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public (service de la DDE, services municipaux, service des Eaux, service voirie, police municipale, EDF, GDF, FRANCE TÉLÉCOM, etc....)
- . Avoir pris connaissance auprès des collectivités ou organismes, (Mairie, Services concessionnaires...) des éventuelles particularités liées à Moncoutant pour ce qui concerne le bruit, les accès...

#### 1-8.2. Voies de circulation et d'accès

Les entreprises peuvent utiliser les voies de circulation et d'accès existantes ou qui auraient été construites préalablement aux travaux. Elles devront en assurer l'entretien permanent et faire procéder, le cas échéant, à leur réfection en fin de chantier par une entreprise qualifiée, et ce à leur frais.

En aucun cas, elles ne pourront prétendre à un supplément par suite de difficultés d'accès, d'organisation de chantier ou toute autre contrainte due au terrain.

## **ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Le marché est constitué de pièces générales et de pièces particulières. Les pièces générales, bien que non jointes au DCE, sont réputées être connues de l'Entrepreneur.

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

### **A - Pièces particulières :**

#### **(se reporter à la liste des pièces et plans à fournir aux entreprises transmise avec le dossier DCE)**

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi en cas de litige ;
- Le calendrier prévisionnel détaillé d'exécution accompagné du carnet de phasage des travaux, visé à l'article 4.1 du CCAP
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) précisant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi, assorti des documents ci-après :
  - - le dossier des plans et coupes (voir liste des plans jointe au DCE).
  - - le C.C.G.
  - - le cahier des charges fonctionnel S.S.I.
  - - les rapports initiaux du bureau de contrôle.
  - - les notes de calculs éventuelles
  - - la notice P.M.R.
  - - le rapport d'étude de sol
  - - les diagnostics structurels sur les existants
  - - les diagnostics amiante
  - - Etc...
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire, par lot ;
- Le mémoire technique éventuel



## **B - Pièces générales :**

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 3.3.2. :

- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux approuvé par le décret n° 76-87 du 21 janvier 1976 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Cahiers des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (CCSDTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du ministre chargé de l'Economie et des Finances relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire ;
- Les agréments du CSTB pour les procédés de construction, ouvrages et matériaux non traditionnels retenus par le maître d'ouvrage,
- Les normes de l'Association Française de Normalisation (AFNOR), homologuées par arrêtés ministériels, dont la plupart d'ailleurs sont insérées dans la REEF
- Le code de l'Urbanisme, le code de la Construction et de l'Habitation

Sauf définition explicite des pièces particulières du marché, les documents généraux s'entendent : la dernière édition parue au plus tard dans le mois qui précède celui où se situe la date limite pour la remise des prix.

Tous ces documents sont impérativement applicables aux travaux visés au CCTP sans qu'il soit nécessaire de les énumérer ou de les préciser à nouveau dans les différents chapitres visant particulièrement un corps d'état. Bien que non matériellement joints au marché, ils sont réputés connus de toutes les entreprises et comme tels, contractuels.

### Remarques importantes

Tout ce qui est indiqué dans les pièces écrites mais qui ne figure pas sur les plans et réciproquement, a la même valeur que si les indications correspondantes étaient portées à la fois sur les pièces écrites et sur les plans.

Il est expressément stipulé qu'au cas où des obscurités de nature quelconque existeraient dans les pièces remises aux entreprises en vue de leur participation aux appels à la concurrence, les entreprises devraient formuler leur demande d'éclaircissement neuf (9) jours calendaires au moins avant la date de remise de leurs offres et qu'elles devraient préciser dans leur acte d'engagement les conditions qu'elles ont retenues.

Il est expressément stipulé également que les devis descriptifs et les plans établis par l'entreprise et joints à l'acte d'engagement n'ont pour effet que de préciser ou compléter les devis descriptifs et les plans établis par la maîtrise d'œuvre. Ils n'auront en aucun cas pour effet d'apporter des réserves, des modifications ou des suppressions aux devis descriptifs de la maîtrise d'œuvre et aux plans établis par elle.

En cas d'incompatibilité entre les devis descriptifs ou les plans complémentaires fournis par les entreprises dans leur dossier de remise d'offres, et les devis descriptifs ou les plans établis par la maîtrise d'œuvre, ce sont ces derniers documents qui seront exécutoires, sauf décision contraire de la maîtrise d'œuvre notifiée à l'entreprise, par un ordre de service contresigné par le maître d'ouvrage et ceci, avant tout commencement des travaux en cause.

## **ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES**

### **3-1. Tranche(s) conditionnelle(s)**

Sans objet.

### **3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie**

#### **3-2.1. Les prix du marché sont hors TVA et sont établis :**

- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ;
- en tenant compte des fournitures, du transport et de la mise en œuvre de tous les matériaux et matériels nécessaires à la réalisation des prestations;
- en tenant compte de l'amenée, de l'établissement, du repliement et de l'enlèvement de tous les appareils, engins et échafaudages nécessaires à la réalisation des prestations;
- en tenant compte des dépenses engagées par l'entrepreneur pour s'assurer de la qualité qu'il a établie conformément à l'article 35 du fascicule 65 A du C.C.T.G., à l'annexe A1 du fascicule 66 du C.C.T.G. et au C.C.T.P. Ce prix comprend en particulier le contrôle interne à la chaîne de production, les essais et les épreuves de matériaux définis dans le C.C.T.P. ;
- en tenant compte des dépenses liées à la production des études d'exécution non couvertes par les missions complémentaires QUANTITATIF tous lots ET EXE partielles du maître d'œuvre, et soumises au visa de ce dernier ;
- en tenant compte des sujétions liées au respect des directives de la direction régionale de l'action culturelle en cas de découverte archéologique ; les conséquences liées à leur intervention ne pourront être la cause d'une réclamation de la part des entreprises vis-à-vis du pouvoir adjudicataire.
- en tenant compte de la remise des documents de récolement après exécution, tels que définis au CCAP, y compris les notices techniques et les modes d'emploi nécessaires à la maintenance des divers équipements mis en place dans le cadre du marché, y compris la fourniture d'un document récapitulatif simplifié des actions de maintenance et d'entretien sur toutes les parties de l'ouvrage ;
- en tenant compte des frais engagés par le titulaire d'un lot pour les prestations d'organisation, de coordination et de pilotage des travaux de ses sous-traitants éventuels;
- en tenant compte des dépenses nécessaires à la mise à pied d'œuvre sur site de tout le matériel nécessaire à l'exécution des travaux et notamment les engins de levage pour les travaux à réaliser ;
- en tenant compte de toute la réglementation liée aux vérifications de ces engins par un organisme agréé, des incidences liées à la signalisations des grues vis à vis des aéroports situés à proximité, etc.....
- en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués à l'article 4.2.2 du présent CCAP.
- en tenant compte de l'ensemble des sujétions exposées dans les pièces du marché ;
- en considérant que l'entrepreneur connaît parfaitement les lieux et leurs éventuelles sujétions particulières (visite de site laissée à l'initiative de l'entrepreneur) ;
- en considérant que l'entrepreneur a eu la possibilité d'effectuer tous les relevés qu'il aura jugés nécessaires pour l'établissement de son prix global et forfaitaire ;
- en considérant que les travaux seront réalisés sur un site en exploitation ;
- en tenant compte des facilités dont l'entrepreneur bénéficiera pour l'installation de ses chantiers (en application de l'article 8.4.1)

Dans le cas des marchés en groupement d'entreprises conjointes ou solidaires, les prix du marché comprennent, outre les dépenses afférentes à la coordination des travaux faisant l'objet des divers lots, la marge du mandataire pour défaillance éventuelle des cotraitants chargés de l'exécution de ces lots.

En outre, les prix de chaque lot sont réputés comprendre, les dépenses afférentes à la coordination de l'exécution des prestations faisant l'objet du lot ainsi que la marge du mandataire, du titulaire ou du



cotraitant auquel le lot est assigné, pour défaillance éventuelle des sous-traitants chargés de l'exécution de certaines des prestations ci-dessus.

Enfin, les prix afférents au lot assigné au mandataire ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées au 12 de l'article 10 du CCAG, décrites dans le PGC ou tout document constitutif du marché.

Dans le cas d'une opération traitée par marchés séparés, la répartition entre tous les lots des dépenses communes de chantier est effectuée comme indiqué au présent CCAP.

Ainsi, le titulaire s'interdit en conséquence de prétendre à un quelconque supplément de prix sous quelque prétexte que ce soit, et notamment de précisions, détails et compléments qui apparaissent lors des études ou encore qui résulteraient des recommandations du maître d'œuvre.

Les prix sont décomposés en un sous-détail dont l'usage est strictement limité :

- à l'établissement des situations de travaux, en vue des règlements d'acomptes,
- à l'évaluation, le cas échéant, des travaux supplémentaires, des travaux en diminution, et des travaux modificatifs,
- à la détermination de prix nouveaux pour des travaux non prévus au marché.

En aucun cas, les mentions portées sur cette décomposition en sous-détail ne pourront être invoquées pour contester le caractère forfaitaire du prix, ou pour demander une majoration de prix. De même, l'absence d'un poste dans ce sous-détail ne pourra être invoquée pour réclamer un règlement hors forfait des travaux figurant au CCTP ou tout simplement nécessaires à une exécution conforme aux normes en vigueur.

En ce qui concerne les prix forfaitaires, **les quantités sont données à titre indicatif**, et ne sont pas de nature à engager le maître de l'ouvrage. En conséquence, **il appartient à l'entreprise de procéder à toutes les vérifications à ce sujet, avant de remettre son offre.**

3-2.2. Outre les facilités dont bénéficieront les entreprises pour l'installation du chantier, en application du 8-4.1 ci-après, il n'est pas prévu à ce jour la fourniture ou la mise à disposition à titre gratuit par le maître de l'ouvrage de matériaux ou matériels.

L'article 6.7 précise les conditions de prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits éventuels, fournis par le maître de l'ouvrage.

3-2.3. Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par un prix global et forfaitaire, par lot.

3-2.4. Dans les vingt jours à compter de la date de départ du délai d'exécution des travaux, chaque titulaire fournira :

- une décomposition de tous les prix unitaires et les prix forfaitaires constituant le prix Global et Forfaitaire.

#### 3-2.5. Travaux supplémentaires

Les travaux supplémentaires sont définis comme des travaux non prévus au marché. La facturation de ces travaux supplémentaires n'est recevable que si ces derniers ont fait l'objet d'un avenant ou d'un ordre de service écrit préalable de la part du maître d'ouvrage. Le fait pour une entreprise d'exécuter un travail supplémentaire sans ordre de service implique l'accord de celle-ci pour réaliser ce travail sans supplément de prix.

Les fournitures et travaux supplémentaires seront réglés en priorité par application des prix résultant des décompositions et sous-détails fournis par le titulaire dans les limites fixées par les articles 15 à 17 du CCAG. Dans le cas où cette disposition ne pourrait être envisagée, les prestations supplémentaires seront réglées selon les modalités prévues à l'article 14 du CCAG Travaux.

#### 3-2.6. Le règlement des travaux en régie

L'entrepreneur devra, lorsqu'il en sera requis par le maître d'œuvre, mettre à la disposition de celui-ci le personnel, les fournitures et le matériel qui lui seront demandés pour l'exécution de travaux accessoires à ceux que prévoit le marché.

Le règlement de ces travaux en régie sera effectué en prenant en considération dans les décomptes :

- pour la main-d'œuvre mise à la disposition du maître d'œuvre par le titulaire :
  - les salaires majorés de 111 % ;
  - les indemnités de panier et de petits déplacements ainsi que les primes de transport majorées de 90 % ;
  - les indemnités de grands déplacements majorées de 6 % ;
- pour les fournitures, leurs prix d'achat hors taxe majorés de 11 % ;
- pour les locations de matériels déjà présents sur le chantier, les sommes résultant des locations journalières en jours ouvrés seront proposées par les entreprises et négociées avec le maître d'œuvre. Celles-ci pourront établir leurs prix à partir des barèmes des loueurs locaux de matériel, ou bien à partir de diverses méthodes de détermination des charges d'emploi (la méthode analytique de prix établie par le Service des Etudes Techniques des Routes et Autoroutes, la méthode 86 de la Fédération Nationale des Travaux Publics, etc.).

Les coefficients majorateurs ci-dessus sont réputés tenir compte des charges accessoires aux salaires, des frais généraux, ainsi que des impôts et taxes autres que la TVA.

### 3-2.7. Situations Mensuelles - Décomptes mensuels – Acomptes – Décompte définitif

#### A. Situations et décomptes mensuels

Un état de situation est établi à la fin de chaque mois par l'entrepreneur et remis au Maître d'œuvre, en **six exemplaires**. Cet état comprend les ouvrages exécutés depuis le début du marché jusqu'à la date de situation.

Il est dressé mensuellement, à partir de l'état de situation remis par l'entrepreneur, un décompte provisoire des travaux exécutés et des approvisionnements réalisés, valant procès-verbal de service fait et servant de base au versement d'acomptes à l'entrepreneur.

En retranchant du montant du décompte visé à l'alinéa précédent, le montant du décompte du mois précédent, on obtient le montant des prestations exécutées dans le mois considéré.

#### B. Acomptes

Les situations mensuelles établies comme indiquées ci-dessus sont remises en **six exemplaires en RAR** au Maître d'œuvre avant le 25 du mois M0 auquel elles se rapportent. Celui-ci doit les vérifier et les remettre à la société A2MO avant le 05 du mois M+1 suivant, le règlement est effectué conformément à l'article 98 du CMP. (Délai global maximum de paiement selon les dispositions de l'article 3-8 du présent CCAP).

Faute de respecter ces délais, le paiement est décalé d'un mois.

En cas d'application d'intérêts moratoires, le taux à prendre en compte est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.

#### C. Décompte définitif

Le décompte général et définitif se fera par la reprise totale de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire et des modifications détaillées en plus ou en moins apportées lors de l'exécution à la demande du Maître d'ouvrage.

Le décompte sera présenté par l'entrepreneur au Maître d'œuvre pour vérification dans un délai de six semaines à compter de la réception sans réserves (ou après levées des réserves).

L'entrepreneur avant de pouvoir prétendre au règlement pour solde de tout compte devra, entre autre, fournir au Maître d'ouvrage toutes les pièces nécessaires à un entretien aisé des ouvrages. A savoir :

- Tous les plans de repérage des ouvrages exécutés sur les cotes d'implantation altimétriques (réseaux divers enterrés ou aériens).
- Tous les plans de parcours (eau, gaz, électricité, assainissement, appel sonore, télévision, téléphone, etc ... ).
- Tous les plans de détails.

- . Toutes les notices d'entretien des différents matériels et matériaux (chauffage, production d'eau chaude, ascenseurs, etc ...).
  - . Quitus de paiement du compte prorata.
  - . Quitus de paiement des sous traitants.
- Cette liste n'est pas limitative.

### 3-2.8. Modalités du règlement par virement des acomptes et du solde

Suivant le Décret n° 2008-1550 du 31 décembre 2008 modifiant le décret n° 2002-232 du 21 février 2002 relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics, les délais maximums de paiement des acomptes et du solde sont fixés à **45 jours**.

### 3-2.9. Approvisionnements

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### 3-2.10. Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants.

### 3-2.11. Répartition des dépenses communes de chantier

Se reporter à l'article 8-4 du présent CCAP.

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

#### 3-3.1. Les prix sont révisables suivant les modalités fixées au 3-3.

#### 3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant celui de la remise de l'offre, mois appelé « mois 0 ».

#### 3-3.3. Choix de l'index de référence

Les index de référence / choisis en raison de leurs structures pour l'actualisation et la révision des prix des travaux faisant l'objet des lots sont :

Désignation des lots	Index
00 – Dispositions Communes	Sans objet
01 – Démolition - Déconstruction	BT02
02 – Gros Œuvre	BT06
03 – Revêtement et Isolation des Façades	BT52
04 – Charpente Métallique – Couverture – Zinguerie - Serrurerie	BT42
05 – Etanchéité	BT53
06 – Menuiseries extérieures	BT51
07 – Menuiseries Intérieures	BT18a
08 – Plâtrerie	BT08
09 – Faux Plafonds	BT08
10 – Carrelages	BT09
11 – Sols Souples	BT10
12 - Peinture	BT46
13 – Electricité – Courants Forts – Courants Faibles	BT47
14 – Chauffage - Ventilation – Désenfumage – Plomberie Sanitaire	50%BT40+30%BT41+20%BT38

15 – Ascenseur	BT48
16 – VRD - Espace Vert	TP01

- publiés au Bulletin Officiel de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (BOCCRF) pour l'index TP ;  
- publiés au Bulletin Officiel du ministère en charge de l'équipement et au Moniteur des travaux publics pour l'index BT ;

Les primes, pénalités et indemnités sont actualisées avec l'index du marché ou du lot ou à défaut du premier index défini dans le marché ou le lot.

#### 3-3.4a. Modalités d'actualisation des prix.

Sans objet, marché révisable.

#### 3-3.4b. Modalités de révision des prix.

Le coefficient de révision  $C_n$  applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times (I_n / I_0)$$

avec :  $I_0$  valeur de l'index du mois d'établissement des prix;  
 $I_n$  valeur de l'index du mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

En complément à l'article 10.44 du CCAG, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

#### Révision provisoire :

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

#### 3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

### **3-4. Paiement des cotraitants et des sous-traitants**

#### 3-4.1. Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 2.41 du CCAG Travaux et dans l'acte d'engagement.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire doit joindre, en sus de l'avenant ou de l'acte spécial, les éléments portés à l'article 114 du CMP et notamment :

- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions visées à l'article 43 du Code des Marchés Publics ;
- le compte à créditer.
- les attestations d'assurances civiles décennales.
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations sociales et fiscales.

Toutes les pièces relatives à la déclaration et aux paiements des sous-traitants, transmises par le titulaire au maître de l'ouvrage, doivent être établies dans la même unité monétaire que la monnaie de compte.

**A noter que seule la sous-traitance de premier rang est acceptée par la Maîtrise d'Ouvrage.**

#### 3-4.2. Modalités de paiement direct par virements

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché.

Pour les travaux et les prestations du marché, les sous-traitants doivent être payés selon la procédure de paiement direct instituée par la loi du 31 Décembre 1975. A cette fin, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte, une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA. Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

De plus, conformément au bulletin officiel des impôts 3C-7-00 N° 163 du 5 septembre 2000, Art. 188, les travaux réalisés en sous traitance ne peuvent bénéficier du taux réduit de TVA.

### **ARTICLE 4. DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES**

#### **4-1. Délai d'exécution des travaux**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement. Il est rappelé que le délai d'exécution commence à la date figurant sur l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux et prend fin à la date d'achèvement des travaux, telle qu'elle sera retenue dans le procès-verbal de réception des travaux.

L'ordre de service N°1 commun à tous les lots (Par phase ou par tranche) prescrit le démarrage de l'opération.

Les délais d'exécution, propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai global, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution, joint au présent DCE.

##### Le calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par l'OPC, après consultation des entrepreneurs titulaires des différents lots, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution figurant au DCE.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet du marché. Il indique en outre, pour chacun des lots :

- la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre
- la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier.

Après acceptation par les entrepreneurs, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par l'OPC à l'approbation du maître d'ouvrage dix (10) jours au moins avant l'expiration de la période de préparation.

Ce calendrier sera rendu contractuel et servira de base à l'application d'éventuelles pénalités de retard.

Au cours du chantier et avec l'accord des différents entrepreneurs concernés, l'OPC et le maître d'œuvre peuvent modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement.

## **4-2. Prolongation de(s) délai(s) d'exécution**

### **4-2.1. Intempéries réputées prévisibles**

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa du 22 de l'article 19 du CCAG Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 20 (vingt) jours calendaires par année de travaux.

### **4-2.2. Phénomènes et intensités limites**

En vue de l'application éventuelle du deuxième alinéa du 22 de l'article 19 du CCAG Travaux, et pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux (constatée par ordre de service), le délai d'exécution est prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs des phénomènes naturels ci-après dépassera les intensités limites ci-après et le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles fixé à l'article 4-2.1 du CCAP :

NATURE DU PHENOMENE	INTENSITE LIMITE
Température minimale à 8h00 du matin sous abri sur le chantier, constaté de manière contradictoire	0°C durant plus de 3 h/j
Précipitations sur le lieu des travaux	20 mm/jour pendant 3 jours
Vent	Vitesse maxi > 60 km/h
Neige	5 cm à 8H00 du matin

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels :

- Le thermomètre installé par l'entreprise pour la température.
- Le poste météorologique et hydrologique le plus proche du chantier.

### **4-2.3. Prolongations de délai autres que celles liées aux intempéries**

A partir du moment où le calendrier d'exécution a été mis au point, aucune prolongation de délais autre que celle afférente aux intempéries, ne pourra être accordée par le Maître d'ouvrage sans une demande expresse formulée par lettre recommandée au maître d'ouvrage dans un délai de cinq (5) jours au plus après l'évènement motivant la demande de prolongation.

Toutes les justifications nécessaires permettant au maître d'ouvrage de reconnaître le bien-fondé des difficultés imprévues motivant le retard doivent être jointes par les entreprises ; ces justificatifs devront être obtenus auprès des services météorologiques les plus proches.

Si, à la suite de l'examen des justifications fournies, le Maître d'ouvrage décide d'accorder une prolongation de délai, un avenant fixant le nouveau délai contractuel sera établi.

## **4-3. Pénalités pour retard d'exécution**

### **4-3.1. Pénalités pour retard**

Par dérogation au CCAG Travaux (article 20.1), en cas de dépassement du délai global porté à l'Acte d'Engagement, l'entrepreneur subira, par jour calendaire de retard, une pénalité de **1/3000 du montant de l'ensemble du marché**, avec un **minimum de trois cents euros (300 €)**, sauf si ce retard est dû à un cas de force majeure.

Par dérogation également au CCAG Travaux (article 20.1), en cas de dépassement du délai porté sur le calendrier d'exécution diffusé lors de la préparation de chantier pour la **livraison de la (des) pièce(s) témoin**, l'entrepreneur subira, par jour calendaire de retard, une pénalité de **deux cents euros (200 €)**, sauf si ce retard est dû à un cas de force majeure.

**NOTA : Le respect des délais étant impératif, notamment en ce qui concerne les Travaux prévus en juillet aout, car pouvant remettre en cause l'organisation générale de l'opération, l'application des pénalités sera systématique dès le constat fait par l'OPC ou la Maîtrise d'œuvre, d'un quelconque retard.**



#### 4-3.2. Provisions sur pénalités

Le maintien en final du délai d'exécution étant subordonné au rapport de la cadence ou de l'échelonnement des travaux fixés par le calendrier prévisionnel des travaux, tout dépassement en cours d'exécution des délais correspondant aux phases de travaux qui y sont figurées, donne le droit au maître d'ouvrage d'exiger de l'entrepreneur la constitution immédiate d'une provision qui est effectuée par une retenue sur le montant de l'acompte.

La constatation du retard est établie chaque mois par comparaison de l'état d'avancement déterminé par le calendrier d'exécution.

Le montant de la provision est calculé par application au nombre de jours de retard du montant journalier de la pénalité.

Lorsqu'à la suite d'une première constatation de retard, une provision est constituée dans les conditions ci-dessus, son montant est, le cas échéant, au cours des mois suivants, réduit ou augmenté, selon la diminution ou l'augmentation constatée du retard de l'entrepreneur.

En cours de travaux, il sera tenu compte dans le calendrier du nombre réel de journées d'intempéries, et le délai d'exécution sera prolongé automatiquement et sans avenant, d'un nombre de jours égal aux journées d'intempéries.

Sont comptées comme journées d'intempéries, pour l'application du présent alinéa, les journées où le travail est arrêté, conformément aux dispositions de la loi n°46.2219 du 21 octobre 1946, ainsi que le s cas de force majeure dus aux phénomènes naturels.

#### 4-4. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupées par le chantier sont inclus dans le délai d'exécution.

En cas de non remise en état des lieux par l'entrepreneur, et après mise en demeure sans effet, l'entrepreneur sera passible d'une pénalité forfaitaire égale à **trois mille euros (3 000 €)**

#### 4-5. Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

Les plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire conformément à l'article 40 du CCAG doivent être remis au maître d'œuvre 15 jours au plus tard après la notification de la décision de réception des travaux.

Sur le dernier état d'acompte, une **retenue de 5% du marché avec un minimum de cinq mille euros (5 000 €)** est opérée sur les sommes dues au titulaire dans les conditions stipulées à l'article 20.6 du CCAG.

#### 4-6. Pénalités diverses

##### 4-6.1. Rendez-vous de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence non excusée par le maître d'œuvre de l'entrepreneur ou de l'un de ses sous-traitants convié à un rendez-vous de chantier ou à une réunion, l'entrepreneur encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à **deux cents euros (200 €)** (par représentant d'entreprise absent), ou cinquante euros (50 €) par demi-heure de retard et par représentant.

##### 4-6.2. Retard dans la remise de documents pendant l'exécution

Tout retard dans la remise de documents (plans, note de calcul, pièces écrites, attestations d'assurances, etc...) dont l'établissement est dû par l'entrepreneur dans le cadre de ses obligations contractuelles et plus particulièrement des pièces constitutives du marché, ou consécutivement à la demande expresse du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre, du Coordonnateur SPS, du pilote OPC ou du Contrôleur

Technique, entraînera par jour calendaire l'application immédiate d'une pénalité de **deux cents euros (200 €)**. L'absence de réponse aux avis du Contrôleur technique ou visas de la Maîtrise d'œuvre sera pénalisée au titre du présent article.

#### 4-6.3. Effectif insuffisant

Si en cours de chantier, l'effectif s'avérerait insuffisant, l'entrepreneur s'étant engagé à maintenir sur le chantier le personnel nécessaire à la bonne exécution des travaux, il sera appliqué une pénalité provisoire égale à **cinq cents euros (500 €)** par jour ouvrable et ce jusqu'au jour où le nombre d'ouvriers sera redevenu satisfaisant sur le chantier.

Cette pénalité versée viendra en réduction de celle qui pourrait être due au titre du dépassement du délai contractuel. Toutefois, si en fin de chantier, aucun retard n'était constaté dans la livraison du bâtiment, cette pénalité serait restituée à l'entrepreneur.

#### 4-6.4. Lutte contre le travail clandestin

En cas de manquement aux dispositions de l'article 1.7.1. du présent CCAP, une pénalité de **deux cents euros** par ouvrier et par jour sera appliquée.

#### 4-6.5. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs

En cas de non respect des délais fixés aux articles 8-1 et 8-4.3 ci-après, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière fixée à **deux cents euros (200 €)**, par dérogation à l'article 49.1 du CCAG.

D'autre part, en cas de non prise en compte par l'entrepreneur des indications portées par le coordonnateur SPS dans son registre journal ou par courrier, et après mise en demeure sans effet, il sera appliqué une pénalité égale à **cent euros (100 €)** par jour ouvrable et ce jusqu'au jour où les demandes du Coordonnateur SPS seront complètement satisfaites.

#### 4-6.6. Retard dans le nettoyage et la remise en état du chantier pendant l'exécution

En cas de non respect des prescriptions dans le présent CCAP et ses annexes concernant le nettoyage des locaux et du chantier, et sans qu'il soit besoin de mise en demeure préalable, il sera appliqué à partir du terme du délai fixé à l'ordre de service une pénalité par jour calendaire de retard de **deux cents euros (200 €)**.

Une pénalité analogue sera appliquée pour tout retard dans l'enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi prévu à l'article 37 du CCAG.

#### 4-6.7. Salissures des voies publiques, par jour ouvrable

A défaut d'utilisation du dispositif de décrottage, par jour de travail, une pénalité de **deux cents euros (200 €)** sera appliquée.

#### 4-6.8. Coupes et Abattages d'arbres

En cas de non respect des prescriptions du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Oeuvre concernant les coupes et abattages d'arbres protégés ou classés soumis à autorisation, et sans qu'il soit besoin de mise en demeure préalable, il sera appliqué une pénalité de **cinq mille euros (5 000 €)** par arbre coupé ou même taillé n'ayant pas fait l'objet d'une demande préalable auprès des services administratifs compétents.

### 4-7. Primes d'avance

Il ne sera pas délivré de primes d'avance.



## **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

### **5-1. Retenue de garantie**

Une retenue de garantie de 5 % du montant forfaitaire initial TTC du marché de chaque phase est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements (par blocage des fonds jusqu'à concurrence des 5%), en garantie des obligations découlant du marché. Elle sera restituée à l'expiration de la période de garantie de l'ensemble des travaux, conformément à l'article 103 du CMP, si l'entrepreneur a rempli à cette date toutes ses obligations vis à vis du maître d'ouvrage.

Elle peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande de même montant, selon les dispositions du code des marchés publics.

### **5-2. Avance obligatoire**

Une avance est accordée au titulaire, sous réserve que le montant du marché soit supérieur au seuil de 50 000 euros HT (voir article 87 du Code des Marchés Publics). Toutefois, ce dernier peut refuser le versement de cette avance, par indications dans l'acte d'engagement.

Son montant en prix de base est égal, sous réserve des dispositions prévues pour les sous-traitants, à 5 % du montant toutes taxes comprises du marché ou de la tranche affermie si leur durée est inférieure ou égale à 12 mois ; si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée divisé en mois. La durée étant le délai global de l'opération.

Dans le cas où le titulaire accepte l'avance obligatoire, la personne publique demandera la constitution d'une garantie à première demande pour un montant représentant cent pour cent (100%) du remboursement de l'avance obligatoire. La garantie sera libérée lorsque l'avance obligatoire sera remboursée. Art.89

Le montant de l'avance obligatoire est calculé sur la base des prix initiaux du marché établis aux conditions économiques initiales. Par dérogation à l'article 11.6 4ème paragraphe du CCAG, ce montant n'est pas soumis à variation des prix.

Le mandatement de l'avance obligatoire intervient qu'après constitution de la garantie à première demande pour le remboursement d'une avance, dans le délai d'un mois compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation du chantier.

Le remboursement de l'avance obligatoire commence lorsque le montant des prestations exécutées, qui figure à un décompte, atteint 65 % du montant initial du marché.

Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte et de solde. Le précompte s'effectue après application de la clause de variation des prix sur le montant initial de l'acompte et du solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés dépasse le seuil fixé par le Code des Marchés Publics pour le versement de l'avance obligatoire.

Les imites fixées à l'article 87 sont appréciées par référence au montant des prestations confiées au sous-traitant tel qu'il figure dans le marché ou dans l'acte spécial mentionné au 2° de l'article 114 du CMP.

Le droit du sous traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le pouvoir adjudicataire.

Le remboursement de cette avance s'effectue selon les modalités prévues à l'article 88.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous traitées même dans le cas où il ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicataire dès la notification de l'acte spécial.

### **5-3. Avance facultative**

#### **5-3.1. Avances sur matériels**

Aucune avance sur matériel de chantier n'est versée à l'entrepreneur.

## **ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

### **6-1. Provenance des matériaux et produits.**

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité de ces produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres États membres de l'Espace économique européen si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le titulaire du marché pourra proposer au maître de l'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuve en vigueur dans d'autres États membres de l'Espace économique européen, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités par des organismes signataires des accords dits " EA " ou, à défaut, fournissant la preuve de leur conformité à la norme EN 4501 1. Le titulaire du marché devra alors apporter au maître de l'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amointrissent en aucune manière le fait que la norme française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits, y compris si le maître de l'ouvrage accepte de faire jouer la clause d'équivalence.

En complément à l'article 23 du CCAG, toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître de l'ouvrage avec tous les documents justificatifs, au moins un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

En particulier, tout produit livré sur le chantier, et pour lequel la clause serait invoquée sans respecter le délai précité, est réputé avoir été livré en contradiction avec les clauses du marché et doit donc être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs ou indirects de retard ou d'arrêt du chantier.

Le maître de l'ouvrage dispose d'un délai de 30 jours calendaires pour accepter ou refuser le produit proposé.

### **6-2. Echantillons**

L'entreprise sera tenue de fournir dans la période de préparation tous les échantillons d'appareillage, de prototypes qui lui serait demandés par le Maître d'œuvre. Ceux-ci doivent être montés en panoplie, disposés sur un chevalement et soigneusement fixés ou plombés le cas échéant, pour éviter toute substitution.

Ces échantillons deviendront la propriété du maître de l'ouvrage qui pourra les éprouver et éventuellement les détériorer pour faire les essais prescrits par le CSTB. Les échantillons seront remis à l'architecte au moins un mois (1) avant l'exécution des travaux concernés.

Ils seront entreposés par l'entrepreneur dans un local spécifique. Les échantillons seront inscrits sur un registre et seront numérotés.

Le registre comportera une case réservée à la signature du Maître d'œuvre qui appréciera en accord avec le Maître de l'ouvrage, la conformité de ces échantillons avec les spécifications des pièces du dossier.

Enfin, le cas où les mots 'équivalent' ou 'similaire' sont employés dans le CCTP, l'entrepreneur a la possibilité de proposer à la maîtrise d'œuvre des matériaux d'aspect, de dimensions et de qualité au moins équivalentes à ceux énoncés au CCTP. Une liste de matériaux proposés doit donc être jointe à la proposition du soumissionnaire.

Enfin, lors de l'exécution, l'entrepreneur doit soumettre l'échantillon de substitution éventuelle et le nom du fabricant au Maître d'œuvre pour que celui-ci apprécie l'équivalence ou la similitude. Si le Maître d'œuvre estime qu'il n'y a pas équivalence ou similitude, l'entrepreneur est tenu de fournir les produits prescrits par le CCTP. Aucune commande de matériel ne peut être passée par l'entrepreneur tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'a pas été matérialisée par la signature visée ci-avant.

### **6-3. Notices techniques - Procès verbal d'agrément**

Les maîtres d'œuvre et bureaux de contrôle indiquent leurs besoins, en terme de notices techniques et PV d'agrément, aux entreprises qui ont pour obligation de transmettre les éléments demandés sous peine de refus des matériels ou matériaux proposés.

### **6-4. Matériaux défectueux**

Tous matériaux défectueux ou dont la mise en œuvre n'est pas satisfaisante peuvent être refusés par le Maître d'œuvre. L'entrepreneur s'engage à les retirer ou à les démolir à ses frais dans les délais qui lui sont prescrits.

### **6-5. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt**

Sans objet.

### **6-6. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

6-6.1. Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le laboratoire définit et agréé par le maître d'œuvre.

6-6.2. Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance sont assurées par :

le laboratoire définit et agréé par le maître d'œuvre.

6-6.3. Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau ou en dépenses contrôlées ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par le maître de l'ouvrage.

### **6-7. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.**

Le CCTP désigne les matériaux, produits et composants de construction qui sont fournis par le maître de l'ouvrage et précise les lieux et cadences de leur prise en charge ainsi que les modalités de leur manutention et de leur conservation à assurer par le titulaire.

Le CCTP désigne les matériaux, produits ou composants de construction fournis par le maître de l'ouvrage dont la réception doit être assurée par le titulaire et précise les conditions et modalités de cette réception.

## **ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES**

### **7-1. Piquetage général**

L'entreprise titulaire des travaux de gros œuvre fera réaliser à ses frais l'implantation du ou des bâtiments, et de leur(s) éventuelle(s) extension. Cette prestation incorpore toutes les démarches, sujétions et formalités nécessaires à obtenir auprès des services compétents ou des géomètres accrédités:

- l'accord écrit de la mairie sur l'implantation et le niveau +/- 0.00 du bâtiment,
- les alignements sur voies publiques,
- les axes et repères de rattachement des coordonnées. Par conséquent l'entreprise restera seule responsable des erreurs qu'elle aurait pu commettre, quelle que soit l'époque où ces erreurs seraient découvertes, et elle en supporterait seule les conséquences, quelle qu'en soit l'importance.

L'implantation sera matérialisée par tous piquets et chaises qui, établie en dehors des emprises de bâtiments, porteront les encoches et marques nécessaires à la détermination des contours.

Les tracés en plan et les points de niveaux seront rattachés à des repères fixes et invariables, placés en tous endroits jugés utiles par l'Architecte, de façon à permettre en cours de chantier la vérification de tous niveaux et implantations.

L'entreprise titulaire des travaux de gros œuvre sera tenue de veiller à la conservation des piquets et repères de base, de les rétablir ou de les remplacer à ses frais, soit à leur emplacement primitif, soit en un autre point après acceptation du Maître d'Œuvre.

Conformément à l'article 27.23 du CCAG, le piquetage général est effectué contradictoirement, avec le degré de précision indiqué au CCTP avant le commencement des travaux pour l'ensemble des ouvrages à réaliser.

### **7-2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés**

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés ci-après, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est à la charge du titulaire du lot de Gros Œuvre et est effectué contradictoirement avec le maître d'œuvre qui a convoqué les exploitants des ouvrages, en même temps que le piquetage général ou la partie du piquetage général restant à exécuter :

- en présence de l'entreprise et des concessionnaires concernés par des ouvrages souterrains ou enterrés, notamment les canalisations d'eau, de gaz, de câbles électriques, d'eaux usées ou autres, sur l'ensemble du site.

Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations de gaz, d'eau ou des câbles électriques, le titulaire doit prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles au moins dix jours avant le début des travaux.

### **7-3. Implantation de structure**

L'entreprise titulaire des travaux de gros œuvre devra, en accord avec toutes les entreprises intervenant sur le chantier, tous les tracés et implantations des distributions intéressant les travaux de structure. Ces tracés, qui devront figurer sur les planchers BA ou coffrages en temps opportun, seront effectués par l'entreprise titulaire des travaux de Gros Œuvre et à ses frais. Toutefois, obligation est faite à chacune des entreprises intéressées et notamment aux entreprises titulaires des travaux de plâtrerie, menuiserie, métallerie, plomberie, électricité et chauffage, d'apporter aide et collaboration à l'entreprise titulaire des travaux de gros œuvre en ce qui concerne les tracés pouvant influencer sur les ouvrages de leur spécialité, de s'assurer de l'exactitude des implantations faites par l'entreprise titulaire des travaux de gros œuvre, et enfin de signaler toutes erreurs ou anomalies éventuelles.

#### **7-4. Implantation des cloisons et des huisseries**

L'entreprise titulaire des travaux de gros œuvre devra l'implantation des cloisons maçonnées.

L'entreprise titulaire des travaux de cloisons devra l'implantation des cloisons séparatives et des cloisons de distribution intérieures.

L'entreprise titulaire du lot chambres froides devra l'implantation de ses cloisons.

#### **7-5. Traits de niveaux**

L'entreprise titulaire des travaux de gros œuvre doit, à ses frais, le battage en bleu des traits de niveau nécessaires sur les maçonneries brutes avant enduits, puis après enduits. De même l'entreprise titulaire des travaux de plâtrerie devra le battage en bleu des traits de niveau sur ses ouvrages.

Chaque entreprise intéressée par ces traits de niveau devra, sous les mêmes conditions que ci-dessus, s'assurer en temps opportun de l'exactitude de ces derniers et, à défaut d'avoir signalé en temps voulu les erreurs ou anomalies, prendre en charge les ouvrages de sa spécialité indispensables à la correction de ces erreurs.

Ces repères devront être maintenus pendant toute la durée du chantier et ce, sous la responsabilité des entreprises ci-dessus désignées.

### **ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

#### **8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies dans l'acte d'engagement.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

– Par les soins du titulaire de chaque lot :

- \* établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme des études d'exécution, dans le délai de 15 jours à compter du début de cette période ;
- \* établissement et présentation au visa du maître d'œuvre et à l'OPC des éventuelles adaptations souhaitées sur le programme détaillé d'exécution des travaux joint au DCE , dans le délai de 15 jours à compter du début de cette période ; toutefois, la maîtrise d'œuvre n'a aucune obligation d'intégrer ces demandes de modifications.
- \* établissement du projet d'installation de chantier et des ouvrages provisoires ainsi que d'une notice précisant les dispositions projetées susceptibles d'avoir des conséquences sur le dimensionnement des ouvrages.
- \* établissement et remise au maître d'œuvre et au bureau de contrôle des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux dans les conditions prévues à l'article 8.2. ci-après ;  
Les stipulations du CCAG sont seules applicables : l'entrepreneur établit les plans d'exécution et les notes de calculs non couverts par la mission complémentaire QUANTITATIF tous lots du maître d'œuvre. Il fournira en outre au coordonnateur désigné par le maître de l'ouvrage :
  - les éléments nécessaires à la constitution du Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage.
  - tous les renseignements utiles à la mise à jour du Plan Général de coordination.
- \* poursuite de l'établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS.  
Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitant et sous-traitant).  
Les PPSPS doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter de la notification du marché.
- \* démarches et obtention des autorisations nécessaires auprès des services publics ou services locaux, et établissement des DICT.

- \* établissement et remise au maître d'œuvre d'une décomposition prévisionnelle mois par mois des paiements au titre du marché. Cette décomposition sera faite à partir du calendrier contractuel des travaux établi par l'OPC.

Le maître d'œuvre, après avoir visé les documents remis par les entreprises pendant la période de préparation qui conditionne le démarrage des travaux, étant informé par le coordonnateur de l'intégration des PPSPS (Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé) des entreprises dans le Plan Général de Coordination, et après avoir vérifié que les obligations édictées à l'article R.238-40 du Code du Travail sont remplies, avise par écrit le maître de l'ouvrage que les travaux peuvent commencer. Il notifie au titulaire du marché copie de ce document qui vaut autorisation de commencer les travaux.

Ainsi, l'exécution des travaux ne peut pas commencer avant l'obtention du visa du maître d'œuvre.

## **8-2. Documents nécessaires à l'exécution des ouvrages**

### **8-2.1. Solution de base :**

Concernant les prestations **non couvertes** par les missions **complémentaires QUANTITATIF** tous lots **et EXE partielles** (Structure, charpente et lots techniques) confiées à l'équipe de maîtrise d'œuvre, **le titulaire doit calculer et définir, sous son entière responsabilité, tous les éléments utiles à la parfaite réalisation et à la bonne tenue des ouvrages qui lui sont confiés, et doit établir, à ses frais, toutes les notes de calculs, tous les plans d'exécution nécessaires.**

**Les plans d'exécution des ouvrages non prévus par la mission EXE (Plans d'atelier et de chantier) et les spécifications techniques détaillées résultant des procédés constructifs ou techniques, marques et types retenus par les entreprises, sont à la charge des entrepreneurs,** avec les notes de calcul et études de détail, et sont soumis au visa du maître d'œuvre avant tout commencement d'exécution. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

En cours d'exécution des travaux, les documents complémentaires établis par le titulaire seront également soumis au visa du maître d'œuvre.

Ce contrôle par le Maître d'Œuvre ne portera que sur le respect des dimensions et dispositions fonctionnelles des ouvrages tels que définis par l'avant-projet.

Le visa et les observations du Maître d'Œuvre ne sauraient en rien diminuer la responsabilité pleine et entière du titulaire ni engager en quoi que ce soit la responsabilité du Maître d'ouvrage pour ce qui concerne l'étude et la réalisation des ouvrages, et notamment leur résistance, leur stabilité et leur étanchéité, telles qu'elles auront été calculées et définies par l'Entrepreneur sous sa seule responsabilité.

Le titulaire ne pourra se prévaloir du contrôle ou de la vérification de ces plans par le Maître d'Œuvre pour dégager sa responsabilité, notamment en cas d'erreur de sa part, d'omission, ou d'exécutions non conformes aux normes en vigueur et aux Règles de l'Art.

L'Entrepreneur doit s'assurer que toutes les mesures propres à assurer la bonne exécution du contrat, les transports sur le chantier et la sécurité des travailleurs, soient prises.

Le titulaire du présent marché assurera l'entière responsabilité de la mise en œuvre des installations, objet du présent marché conformément aux normes en vigueur.

### **8-2.2. Variantes techniques :**

Les titulaires de chaque lot n'auront pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Ils joindront toutefois une notice énumérant les origines, caractéristiques et qualités des matériels pour lesquels le choix n'a pas été précisé, étant entendu que ces matériels seront de toute manière, conformes aux besoins exprimés au CCTP. D'autre part, leurs propositions de variantes éventuelles, devront être accompagnées de la description précise des matériaux employés, de leur mise en œuvre, des spécifications techniques auxquelles elles seront soumises, et éventuellement des avis techniques qui les concernent.



### **8-3. Conditions particulières d'exécution**

#### **8-3.1. Trous – Percements :**

Ce chapitre a pour but de réglementer les interventions entre corps d'état, pour le passage ou la fixation de matériel, gaines et canalisations dans des ouvrages exécutés par des corps d'état différents.

##### *A. Trous, percements, feillures dans le béton et béton armé*

Pendant la période de préparation, les entreprises des corps d'état secondaires, devront fournir à l'entreprise de gros œuvre, toutes les précisions nécessaires pour l'implantation des percements et des réservations de passages. Les percements, trous, etc... non signalés ou prévus après coup seront réalisés par le Gros œuvre, à la charge financière des corps d'état intéressés.

L'entrepreneur de gros œuvre réservera tous les percements nécessaires à la fixation des ouvrages des corps d'état secondaires et à leur passage, sauf indication contraire du devis descriptif. Il fournira pour cela à tous les corps d'état intéressés, les plans qu'il aura élaborés sur les indications de ces derniers lors de la période de préparation (ou validés si l'équipe de maîtrise d'œuvre dispose d'une mission EXE Structures), afin de vérifier l'implantation des réservations envisagées.

Dans le cas où des erreurs d'implantation seraient commises lors de l'exécution, l'entreprise de gros œuvre sera déclarée seule responsable et devra prendre toutes dispositions à ses frais pour remédier à cette situation.

Les percements dont le diamètre sera inférieur à 100 mm seront à la charge de chaque entreprise demanderesse qui se renseignera au préalable de la nature des planchers afin de ne pas affaiblir leur résistance mécanique. En cas d'erreur, l'entreprise en cause sera tenue responsable et assumera la prise en charge de tous les frais de reprises structurelles.

Les rebouchements et calfeutrements après le passage des différents réseaux, gaines, tuyauteries dans les planchers (pour les gaines techniques, etc...) sont à la charge des entreprises ayant fait la demande de ces réservations, aussi bien pour les parties neuves que restructurées.

Les rebouchements et calfeutrements de toutes les autres réservations après le passage des différents réseaux, gaines, tuyauteries sont à la charge des entreprises ayant fait la demande de ces réservations, aussi bien pour les parties neuves que restructurées.

Tous les percements et réservations demandés et non utilisés, et tous les trous non calfeutrés, seront rebouchés par l'entrepreneur de gros œuvre, aux frais des entrepreneurs responsables de ces percements et réservations.

##### *B. Trous, percements, feillures dans des matériaux autres que le béton et béton armé*

L'entreprise titulaire des travaux de gros œuvre devra, à la demande des différents corps d'état, tous les trous situés dans les cloisons en maçonnerie dont l'épaisseur est supérieure à 13cm.

Chaque entreprise devra assurer elle-même et à ses frais les trous, saignées, feillures et rebouchements nécessaires à ses ouvrages dans les cloisons sèches ou cloisons en maçonnerie dont l'épaisseur est inférieure ou égale à 13cm.

#### **8-3.2. Préchauffage (et/ou maintien du taux d'hygrométrie) permettant la poursuite de l'exécution TCE :**

Dans le cas où un préchauffage (et/ou maintien du taux d'hygrométrie) serait nécessaire, quelles que soient les raisons (retard d'une entreprise, indisponibilité du chauffage définitif, etc...), cette prestation (obligatoirement obtenue par chauffage électrique) sera réalisée par les entrepreneurs suivants selon les différents cas de figures énumérés ci-après :

- cas n°1 - retard d'une entreprise : les dépenses en résultants seront à la charge de cette entreprise (location de matériel, maintenance et contrôle)
- cas n°2 – le chauffage définitif n'est pas en place : dans l'hypothèse où l'installation de chauffage définitive ne serait pas en mesure d'assurer le préchauffage, cette prestation sera exécutée par l'entrepreneur du lot ayant besoin de ce préchauffage, tous les frais étant à sa charge (location de matériel, maintenance et contrôle)

Dans tous les cas, le ou les entrepreneurs concernés prendront à leur charge tous les frais de maintenance et de contrôle. Seuls les frais de consommation seront à la charge du compte prorata.

### 8-3.3. Limitation des niveaux sonores.

Application des arrêtés du 11 avril 1972 du Ministre délégué auprès du Premier Ministre chargé de la protection de la Nature et de l'Environnement (JO du 2/5/72) et des derniers arrêtés en vigueur.

Les entrepreneurs doivent respecter les dispositions des arrêtés susvisés relatifs à la limitation du niveau sonore des bruits aériens émis par les groupes auto-compresseurs et par les moteurs à explosion ou à combustion interne de certains engins de chantier.

Application du décret n°75.960 du 17/10/75 (JO du 9 octobre 1975).

Les entrepreneurs doivent respecter les dispositions du décret susvisé relatif à la limitation des niveaux sonores émis par les appareils mentionnés à l'article 15 du dit décret (appareils domestiques ou non, d'entretien et de nettoyage, de conditionnement d'air, etc..).

Application du décret n° 2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et modifiant le code de la santé publique.

### 8-3.4. Réception des supports

Les DTU précisent les tolérances, planimétries, états de surface, arases, etc.. des différents ouvrages.

Lorsque ces ouvrages constituent le support d'une prestation d'une autre entreprise, cette dernière doit en assurer la réception. L'exécution des travaux implique l'acceptation des supports.

## **8-4. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers**

Les stipulations du CCAG ainsi que les prescriptions du coordonnateur SPS ou de la Maîtrise d'œuvre sont seules applicables, compte tenu des compléments suivants :

### 8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise

L'installation des chantiers de l'entreprise bénéficie des facilités suivantes données par le maître de l'ouvrage :

A. Les locaux.

- Sans Objet. Toutes les installations de chantier sont à charge des entreprises.

B. Les terrains.

L'Entrepreneur fera son affaire de la mise à sa disposition des terrains nécessaires à son chantier (emplacements complémentaires à ceux mis à sa disposition par la maîtrise d'ouvrage, pour l'implantation des installations de chantier de toute nature, notamment dépôts provisoires, stockage, etc.), au stockage de son matériel et à ses accès à travers les propriétés pour l'exécution des travaux.

Les prix sont établis en tenant compte de ces sujétions.

Tous les dommages, provoqués par les ouvriers de l'entreprise ou toute personne intervenant dans le cadre de ces travaux pour le compte de l'entreprise sur les propriétés privées seront réglés entièrement par l'Entrepreneur sans intervention de la maîtrise d'ouvrage.

L'aménagement d'accès étant explicitement prévu au présent marché, tout dommage causé aussi bien aux propriétés qu'aux voies de circulation ne pourra être supporté même partiellement et sous quelque forme que ce soit par la maîtrise d'ouvrage, et ceci en dérogation à l'article 34. 1. du CCAG Travaux.

Au cas où l'entreprise ne procéderait pas dans les plus brefs délais à la remise en état des dégradations constatées, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de faire exécuter les travaux à sa place et d'en retenir le montant du présent marché.



C. Les mesures particulières ci-après concernant l'hygiène et la sécurité sont à prendre en compte par le titulaire :

- locaux pour le personnel : le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leur accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité, d'assainissement et leur date de résiliation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs ;  
Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires, et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel ; leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.  
Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.
- le chantier est soumis aux dispositions du décret n°95-543 du 4 Mai 1995, concernant les Plans Généraux de Coordination.

D. Les installations ou matériels suivants sont mis à disposition du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage par le titulaire du lot Gros Œuvre :

- des locaux comprenant :

- \* une salle de réunion avec tables, chaises, armoires de rangement, tableau d'affichage, un photocopieur (capacité 30 personnes);
- \* un lavabo et un WC
- \* Etc.

(Voir demandes spécifiques du Maître d'œuvre dans ces pièces écrites et/ou celles du Coordonnateur SPS dans son Plan Général de Coordination)

Ces locaux sont chauffés, éclairés et alimentés en eau potable, munis d'un téléphone et d'un fax.

L'entretien des locaux et des matériels est à la charge du compte prorata. L'abonnement téléphonique est acquitté par le compte prorata.

- à la demande du maître d'œuvre, du matériel nécessaire aux visites de chantier par le public, pendant toute la durée de celles-ci (casques, bottes, etc....).

**NOTA : compte tenu du projet de l'architecte et du phasage des travaux en 3 phases successives, l'offre de prix des entreprises comportera tous les déplacements des équipements nécessaires au fonctionnement et à l'organisation de l'installation de chantier au fur et à mesure du déroulement du chantier (se reporter aux dispositions du PGC et des CCTP pour tenir compte des plans de phasage de l'OPC).**

#### 8-4.2. Ordonnancement, coordination et pilotage de chantier

L'ordonnancement et la planification ont pour objet d'analyser les tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux, de déterminer leurs enchaînements ainsi que leurs chemins critiques. La coordination a pour objet d'harmoniser dans le temps et dans l'espace les actions des différents intervenants au stade des travaux.

Le pilotage a pour objet de mettre en application, au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves dans les délais impartis du marché de travaux, les diverses mesures d'organisation élaborées dans le cadre de l'ordonnancement et la coordination.

#### 8-4.3. Organisation collective.

L'entrepreneur titulaire dans le cas de marché à l'entreprise générale ou à lot unique, l'entrepreneur mandataire dans le cas de groupement d'entreprises conjointes ou solidaires ou l'entrepreneur principal (gestionnaire du compte prorata) dans le cas de marché séparés, ont la charge de l'organisation matérielle et collective du chantier, qui s'applique pour toute la durée des travaux de l'opération.

A ce titre, le titulaire a la charge de l'établissement du chantier et des chemins de service, des tracés d'implantation générale ce qui implique l'obligation de faire application des alignements et nivellements.

Il doit en particulier :

- l'aménée et la fourniture de l'eau pour les travaux, l'eau potable pour les ouvriers et l'énergie électrique nécessaire pour l'exécution des travaux.

- se conformer aux dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des ouvriers
- assurer la clôture, l'éclairage, le nettoyage, l'entretien et le gardiennage courant du chantier, la signalisation par panneau réglementaire de chantier. L'affichage sur les clôtures et les palissades du chantier sera soumis à l'agrément du maître de l'ouvrage.
- installer et entretenir les bureaux de chantier nécessaires au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage (voir 8.4.1. du présent CCAP)

L'entrepreneur reste seul responsable de l'exécution des mesures à prendre en vue de l'application des dispositions qui précèdent jusqu'à l'achèvement complet des travaux.

a) Marchés traités par corps d'état séparés

L'entrepreneur auquel incombe la responsabilité de l'organisation matérielle et collective du chantier est l'entrepreneur principal, gestionnaire du compte prorata. Il s'agit du titulaire du lot **Gros Œuvre**.

Cette entreprise est également chargée de faire les avances pour les frais de compte-prorata.

Il est précisé que l'entreprise ci-avant désignée n'est en aucune façon chargée de coordination des travaux et qu'elle n'est chargée que de fournir, de mettre en œuvre et d'entretenir les dispositifs de sécurité commune jusqu'à la fin des travaux de tous les corps d'état, notamment le maintien des circulations horizontales et verticales du sous-sol / vide sanitaire à la toiture / terrasse.

Chacune des entreprises demeure responsable de la sécurité, conformément au droit commun.

b) En cas d'entreprises groupées avec mandataire commun

Toutes les diligences nécessaires à l'organisation matérielle et collective du chantier incombent au mandataire commun (ce dernier étant notamment responsable de la transmission de tous les ordres, documents et avis du Maître d'œuvre, aux entreprises et vice-versa, pour un bon déroulement et une bonne coordination des travaux).

Toutefois, chacune des entreprises demeure responsable de la sécurité, conformément au droit commun.

#### 8-4.4. Répartition des dépenses de chantier – Compte prorata

Dans le cas particulier de marchés séparés, la répartition des dépenses de chantier est faite comme suit :

A. Dépenses individualisées par lot :

1 - A la charge de l'entrepreneur principal, titulaire du lot **Gros Œuvre** :

- a. Etablissement du panneau d'affichage du permis de construire et du permis de démolir suivant les dispositions de l'article A 4217 du Code de l'urbanisme.
- b. Branchements et réseaux provisoires d'eau, d'électricité, d'égouts, de pluviales pour tenir compte des différentes phases de travaux y compris demandes d'abonnements auprès des services compétents,
- c. Etablissement des clôtures et panneaux de chantier établis (ht 2,00 m en périphérie des zones de travail) en conformité avec l'article R 324-1 du Code du travail, compris portails avec fermeture à clés ou chaînes de cadenas
- d. Installation de signalisation intérieure (ou contraire de la signalisation extérieure à la charge du lot VRD)
- e. Installations communes de sécurité et d'hygiène
- f. Installation du téléphone et des équipements de bureau
- g. Les charges temporaires de voirie et de police
- h. Les frais de fermetures provisoires des bâtiments et des emprises de chantier, comprenant également l'obturation des ouvertures sur les bâtiments existants restés en exploitation au fur et à mesure de l'avancement du chantier et du phasage des travaux.
- i. Fourniture et pose du panneau de chantier, stipulant notamment les différents participants à l'opération (entreprises, maître d'œuvre, BET, etc,...)
- j. Demande d'abonnement chantier, fourniture et mise en œuvre de l'armoire générale électrique et secondaire pour le cantonnement et les installations de chantier (grues...), A ce sujet, l'entreprise est censée avoir pris contact avec EDF ou le service concessionnaire afin de s'assurer que ceux-ci peuvent distribuer les puissances nécessaires pour le chantier.
- k. Exécution et maintien en état des voiries d'accès provisoires de chantier selon nécessité (autres que les voies de circulation précisées au PGC à la charge du lot VRD)
- l. Aires de stockages et de stationnements nécessaires

- m. Entretien et remise en état si nécessaire des voies d'accès existantes (autres que les voies de circulation précisées au PGC à la charge du lot VRD)
- n. Protection des espaces et ouvrages divers existants conservés sur le site
- o. Toutes installations et équipements demandés par le coordonnateur SPS (voir PGC)
- p. Repli des installations de chantier, avec nettoyage des abords

2 - A la charge du lot **Electricité**

- a. Installation et maintenance des armoires secondaires électriques de chantier,
- b. Installation et entretien de l'éclairage de chantier (interne et externe)

3 - A la charge des lots **Couverture et Etanchéité**

- a. Evacuation provisoire des eaux pluviales reçues par les bâtiments,

4 - A la charge du lot **Plomberie sanitaire**

- a. Réseau provisoire intérieur d'Eaux Pluviales, y compris raccordement sur branchement provisoire,

5 - A la charge de chaque lot séparé

- a. Chaque entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé,
- b. Chaque entrepreneur a la charge de l'évacuation de ses propres gravois et déblais jusqu'aux lieux de stockage temporaire sur le chantier fixés par le maître d'œuvre sur proposition de l'entrepreneur principal,
- c. Chaque entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées, ainsi que l'enlèvement de ses gravois stockés et de leur transport aux décharges publiques,
- d. Chaque entrepreneur doit prendre ses dispositions pour protéger ses matériaux et matériels de tous vols ou dégradations.
- e. Toutes installations et équipements demandés par le coordonnateur SPS (voir PGC)

B. Dépenses communes

Font l'objet d'une répartition forfaitaire, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'un entrepreneur ou d'un groupe d'entrepreneurs déterminé, les dépenses indiquées ci-après :

- a. Abonnement et consommations d'eau, d'électricité, de gaz et de téléphone
- b. Frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable
- c. Frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en oeuvre et détériorés ou détournés, dans les cas suivants :
  - i. L'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert,
  - ii. Les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur titulaire du lot déterminé,
  - iii. La responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.
- d. Dépenses liées à l'évacuation des gravois aux décharges publiques de l'ensemble des entreprises (bennes avec tri sélectif, à adapter suivant les déchets et gravats du chantier).

L'entrepreneur titulaire du lot **Gros Œuvre** est nommé entrepreneur principal pour la présente opération. Il procède au règlement des dépenses ci-dessus, mais il peut demander des avances aux autres entrepreneurs. Il effectue, en cours ou en fin de chantier, la répartition des dites dépenses entre les entrepreneurs, proportionnellement aux montants de leurs marchés éventuellement modifiés par avenant.

Dans cette répartition, le rôle du maître d'œuvre est celui d'un médiateur dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

C. Contrôle des dépenses communes

La mission de contrôle de ces dépenses communes est prise en charge par comité consultatif, composé comme suit

- a) l'entreprise de **Gros Œuvre**,
- b) un représentant du groupe 'enveloppe' (comprenant les entreprises de terrassement, charpente, couverture, étanchéité, menuiseries extérieures, serrurerie et traitement de façade),
- c) un représentant du groupe 'agencement' (comprenant les entreprises de menuiseries intérieures, plâtrerie, cloisons, faux-plafond, etc..),
- d) un représentant du groupe 'finitions' (comprenant les entreprises de revêtements de sols scellés et collés, les revêtements de murs, la peinture, etc....),
- e) un représentant du groupe 'équipements' (comprenant les entreprises d'ascenseurs, téléphone, télévision, électricité, plomberie, chauffage et ventilation),

Le comité consultatif de contrôle a pour mission de donner son avis :

- à la demande de l'un des membres des quatre groupes, sur toutes questions concernant le 'compte prorata' et son règlement,
- sur le solde et la répartition de ce 'compte-prorata'.

#### 8-4.5. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

##### A. Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de coordonnateur SPS.

Les dispositifs de sécurité mis en place par un entrepreneur pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection, etc.) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

##### B. Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des manquements graves aux procédures de travail et/ou aux obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

##### C. Moyens donnés au coordonnateur SPS

###### **1. Libre accès du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

###### **2. Obligations du titulaire**

- Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :
  - le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
  - tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé des travailleurs;
  - la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
  - dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
  - les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang, il tient à sa disposition leurs contrats ;
  - tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
  - la copie des déclarations d'accidents de travail.

- Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le PGC, document visé à l'article 2-A du présent CCAP.
- Le titulaire informe le coordonnateur SPS :
  - de toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
  - de son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;
- Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS  
Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.
- A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

#### D. Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

#### E. Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est joint au marché lors de sa notification. Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des mesures définies par ce document, ainsi que ses modifications ultérieures.

#### 8-4.6. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique est réalisée sous le contrôle du service ci-après :

le maître d'œuvre avec un avis de l'exploitant des ouvrages (ou du maître de l'ouvrage), même si le maintien de cette signalisation reste à la charge de l'entreprise.

La signalisation des chantiers doit être conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifiée. Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

La signalisation au droit des travaux est réalisée par le titulaire du lot VRD. Ce dernier prendra également toutes les dispositions nécessaires pour maintenir les entrées et les sorties des piétons et leur assurer une voie de cheminement sur toute la zone du chantier.

La signalisation aux extrémités des sections où la circulation est interrompue et celle des itinéraires déviés éventuels sont réalisées par le titulaire du lot VRD.

Ce dernier doit soumettre également à l'agrément du maître d'œuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser. Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci, le titulaire du lot VRD doit faire connaître nominativement au maître d'œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du chantier, responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un baudrier, ou d'un gilet rétro-réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe c : matériels mobiles alinéa 2 "feux spéciaux" de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre I- 8<sup>ème</sup> partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertissent les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

En ce qui concerne l'usage des voies publiques, les dispositions particulières, visées à l'article 34 du CCAG qui sont à respecter par les titulaires de chaque lot pour les transports routiers ou pour les circulations d'engins exceptionnels nécessités par les travaux sont les suivantes :

- \* la plus grande prudence pour l'accès au chantier, sur les deux rives,
- \* la remise en état de la chaussée, à la fin des travaux,

\* le nettoyage des chaussées empruntées aux abords du chantier.

#### 8-4.7. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les stipulations du CCAG sont applicables.

#### 8-4.8. Lieux de dépôt des déblais en excédent

Les stipulations du CCAG sont applicables.

#### 8-4.9. Démolition de construction

En dérogation aux articles 31.91 et 31.92 du CCAG, il est spécifié que l'entrepreneur ne peut démolir les constructions situées dans les emprises du chantier, sans ordre de service spécial du maître d'œuvre.

Si cet ordre n'est pas délivré dans le délai de 8 jours visé au 31.91, l'entrepreneur devra dans le cas où la non exécution de ce travail de démolition est susceptible de provoquer un retard dans le déroulement des travaux ou une modification dans l'organisation du chantier, notifier au maître d'œuvre, dans les formes prévues à l'article 5.1 du CCAG, qu'il considère l'absence de réponse comme un ajournement de travaux au sens de l'article 48 du CCAG.

#### 8-4.10. Coupes d'arbres

Les dispositions précédentes visant les démolitions s'appliquent également aux coupes d'arbres de haute tige, dans le cas où l'abattage donne lieu à une autorisation administrative dont l'obtention n'est pas à la charge de l'entrepreneur.

#### 8-4.11. Objets trouvés dans les fouilles et démolitions

En dérogation à l'article 33 du C.C.A.G. les dispositions applicables sont les suivantes:

Sous réserve des droits qui pourraient légalement être exercés par l'état, le maître de l'ouvrage entend conserver expressément le droit de s'attribuer exclusivement tous les objets ou parties de constructions pouvant présenter un caractère artistique ou archéologique, les objets d'art ou les monnaies ou médailles que l'on pourrait trouver dans les démolitions ou dans les fouilles. Aussitôt après les découvertes, ces objets seront signalés au maître d'œuvre qui en dressera, s'il y a lieu, procès-verbal, et envoyés à l'administration ou tenus à la disposition dans les conditions indiquées ci-après.

A moins que la propriété de ces objets ne puisse être revendiquée par des tiers, l'administration paiera, à celui ou à ceux qui auront découvert lesdits objets par le pur effet du hasard, la valeur fixée à l'amiable ou par expertise du quart de ces objets.

L'entrepreneur devra porter ces conditions à la connaissance des ouvriers employés aux travaux, notamment par voie d'affichage à l'intérieur des chantiers. Pour l'enlèvement et la conservation des objets trouvés, l'entrepreneur devra se soumettre à toutes les prescriptions qui lui seront faites par le maître d'œuvre, et pourra être indemnisé des sujétions particulières qui lui auront été imposées. Il devra en outre assurer toute facilité pour l'accès et la surveillance des chantiers, à ce point de vue à toute personne mandatée à cet effet par l'administration.

#### 8-4.12. Emploi d'explosifs et engins explosifs de guerre

Les stipulations du CCAG sont applicables.

#### 8-4.13. Dégradations causées aux voies publique

Les stipulations du CCAG sont applicables

#### 8-4.14. Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur

Les stipulations du CCAG sont applicables



#### **8-4.15. Rendez-vous de chantier**

Le titulaire, ou son représentant devra se rendre dans les bureaux du maître d'œuvre ou sur le chantier, accompagné s'il y a lieu des ses sous-traitants, toutes les fois qu'il en sera requis. A titre indicatif, la fréquence sera au minimum hebdomadaire.

Les comptes-rendus de ces réunions seront établis par le maître d'œuvre, et adressés à l'entreprise titulaire. Les réunions, d'abord consacrées aux études, se transformeront, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, en réunion de suivi de chantier.

Les dispositions de ces comptes-rendus ont force probante, et engagent en conséquence les parties dans la mesure où elles n'ont pas été contestées par l'entreprise dans un délai de sept (7) jour par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

Les changements intervenus au sein de l'équipe de travail du titulaire ne modifient pas les délais de réalisation. Le titulaire doit, en outre se conformer aux obligations de l'article 2.22 du CCAG.

#### **8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé**

Sans objet.

### **ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX**

#### **9-1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

9-1.1. Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou le CCTP sont à la charge du titulaire et seront exécutés :

- sur le chantier, par des organismes définis ultérieurement par le maître d'œuvre en ce qui concerne les ouvrages ou parties d'ouvrages.
- en usine, par les organismes définis ultérieurement par le maître d'œuvre en ce qui concerne les ouvrages ou parties d'ouvrages construits en usine.

Les dispositions du 4 de l'article 24 du CCAG relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits sont applicables à ces essais. Pour ce faire, le titulaire devra avertir, par écrit, le maître d'œuvre, au moins 15 (quinze) jours à l'avance, de la date proposée pour ces essais et contrôles, prévus par les fascicules susmentionnés.

D'autre part, et afin de prévenir les aléas techniques pouvant découler d'un mauvais fonctionnement des installations, le titulaire de chaque lot doit effectuer, avant réception, les essais et vérifications figurant dans la liste approuvée par les Assureurs (supplément spécial 82-51 bis du 17 Décembre 1982 du Moniteur du Bâtiment et des TP). Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans des procès-verbaux qui seront envoyés en deux exemplaires, pour examen, au bureau de contrôle.

Enfin, l'entrepreneur doit communiquer au bureau de contrôle les renseignements suivants :

- nom de la personne chargée des vérifications techniques, notamment sur le chantier
- liste des vérifications envisagées pour s'assurer de la bonne exécution de chacun des ouvrages;
- formalisation de ces vérifications, permettant de s'assurer qu'elles sont effectuées de manière satisfaisante.

9-1.2. Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par le titulaire du lot considéré, ils sont rémunérés soit en dépenses contrôlées, soit par application d'un prix du bordereau ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le maître de l'ouvrage.

## **9.2. Réception**

### **9-2.1. Réception des ouvrages**

La réception des ouvrages, objet du présent marché, ne peut être prononcée que sous réserves de l'exécution concluante des épreuves définies au CCTP.

Le titulaire avisera par écrit le maître d'œuvre de la date à laquelle il estime que la réception pourra être prononcée. Si l'examen des ouvrages est satisfaisant, la réception sera prononcée. Dans le cas contraire, les ouvrages seront refusés et les travaux nécessaires seront refaits sans délai par le titulaire, à ses frais.

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux de tous les corps d'état pour chaque phase ou partie de phase suivant le dossier de phasage du MOE et le calendrier prévisionnel des travaux du coordonnateur OPC :

- Construction de l'internat
- Finitions extérieures et V.R.D.

La réception est prévue selon les modalités suivantes :

- A.** **La réception est unique.** Il n'y a pas de réception provisoire et de réception définitive. Toutefois, les parties peuvent convenir d'étapes préparatoires à la réception et les organiser à leur convenance. Lors de ces opérations préalables, l'entrepreneur intéressé doit présenter, indépendamment des épreuves techniques imposées au CCTP, les certificats de 'consuel', et de promesse de mise en service de GDF, EDF, France Télécom, et autres. Certains essais de fonctionnement prévus ne pouvant avoir lieu que lorsque les conditions atmosphériques le permettent, la réception sera prononcée selon les règles fixées au devis descriptif (ou CCTP).
- B.** La réception marque le point de départ de la période d'un an de parfait achèvement, de la période de deux de garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipements dissociables et de la période de dix ans pendant laquelle la responsabilité décennale des constructions peut être mise en cause.
- C.** La réception est prononcée avec ou sans réserve. Il n'y a aucune contradiction entre l'acceptation de l'ouvrage et la formulation de réserves au procès-verbal de réception.
- D.** Dans le cas où des réserves subsistent à la réception, le Maître d'ouvrage fixe au procès-verbal le délai dans lequel les travaux correspondants doivent être exécutés. Si, à l'expiration de ce délai, l'entrepreneur concerné n'a pas rempli ses obligations, le Maître d'ouvrage aura le droit de faire procéder à l'exécution des travaux par une autre entreprise de son choix, aux frais, risques, compte de l'entrepreneur défaillant ; le coût des dits travaux sera prélevé sur les sommes dont le Maître d'ouvrage sera encore redevable à l'entrepreneur et une réfaction s'opérera de plein droit sur le prix restant dû, du fait de la défaillance de l'entrepreneur (article 1792.6).

### **9-2.2. Réceptions partielles**

Sans objet.

## **9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

## **9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

### **9-4.1. Réalisation d'une chambre témoin**

Toutes les entreprises devront satisfaire à leurs obligations, en vue de la réalisation de ce local témoin à la date indiquée (éventuellement) au planning prévisionnel joint au Dossier de Consultations des



Entreprises ou dès que le Gros œuvre le permettra. Chaque entrepreneur est tenu d'intervenir même si la réalisation de ces locaux témoins ne coïncide pas avec son intervention pour la réalisation de ces travaux.

Chaque entreprise est tenue de faire toutes les démarches nécessaires afin d'obtenir l'ensemble des matériaux et matériels indispensables à la complète exécution de ces chambres témoins, sous peine d'application des pénalités de retard indiquées au chapitre 4-3.1 du présent CCAP.

## **9-5. Documents fournis après exécution**

Les plans et autres documents à remettre par les titulaires de chaque lot au maître de l'ouvrage comme indiqué à l'article 4-5 ci-dessus sont présentés sous la forme suivante :

- \* deux exemplaires papier,
- \* deux CD-ROM, avec des fichiers format DWG.

Les entrepreneurs doivent également remettre une notice d'utilisation et d'entretien, notamment sous la forme de tableaux, destinée au personnel d'exploitation et d'entretien.

Cette notice précise :

- \* le fonctionnement du matériel, avec un synoptique si besoin ;
- \* le traitement des alarmes et les procédures d'arrêt d'urgence, ainsi que les consignes de remise en route ;
- \* le programme d'entretien, avec la liste des tâches à effectuer et les consignes particulières quant au matériel à utiliser et aux produits à employer, ceci de façon journalière, hebdomadaire, mensuelle et annuelle.

Les entrepreneurs remettent de plus un document complet permettant à l'exploitant de réaliser toutes les opérations de maintenance des ouvrages.

## **9-6. Obligation de parfait achèvement**

### **9-6.1. Délai de garantie**

Le délai de la garantie de parfait achèvement est de un (1) an à compter de la date de levée des réserves pour les prestations ayant fait l'objet de réserves lors de la réception.

### **9-6.2. Etendue de l'obligation de parfait achèvement**

Pendant le délai de garantie de parfait achèvement de un (1) an, l'entreprise, indépendamment des obligations qui peuvent résulter pour elle des articles 1792 et suivants, et 2270 du Code Civil, est tenue à une "obligation de parfait achèvement" au titre de laquelle elle doit sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

- exécuter les travaux et prestations éventuels de finition ou de reprise ;
- remédier à tous les désordres signalés par le maître d'ouvrage, de telle sorte que les prestations du marché soient conformes à l'état où elles étaient ou auraient dû être lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci ;
- procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées,

Les travaux effectués au titre de la garantie de parfait achèvement sont eux-mêmes garantis un (1) an à compter de la date de leur achèvement.

### **9-6.3. Prolongation du délai de garantie**

Si, à l'expiration du délai de garantie, l'Entrepreneur n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations énoncés à l'article précédent, le délai de garantie est prolongé jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations que ceux-ci soient assurés par l'Entrepreneur ou qu'ils le soient d'office et à ses frais.

Les dits travaux effectués pendant le délai de garantie sont eux-mêmes garantis 1 (un) an à partir de leur achèvement.

## **9-7. Garanties particulières**

### **9-7.1. Garantie particulière d'étanchéité à l'eau**

Le titulaire du lot Etanchéité garantit le maître de l'ouvrage contre tout défaut d'étanchéité sur tous les ouvrages pendant un délai de 5 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage les titulaires, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

Le titulaire supportera toutes les conséquences financières résultant des dommages provoqués par les défauts d'étanchéité.

### **9-7.2. Garantie particulière du système de protection des structures métalliques**

Le titulaire du lot Bardage métallique (si cette prestation concerne le projet) garantit la bonne tenue du système de protection appliquée sur les structures métalliques et son aspect pendant un délai de 3 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par le CCTP.

### **9-7.3. Garantie particulière des systèmes de protection sur bois**

Le titulaire du lot Bardage bois (si cette prestation concerne le projet) garantit la bonne tenue du système de protection appliquée sur les structures en bois et son aspect pendant un délai de 3 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par le CCTP.

### **9-7.4. Garantie particulière des peintures sur maçonnerie, plâtrerie, enduits et serrurerie**

Les titulaires des lots Peinture et Traitement de façade (si cette prestation concerne le projet) garantissent la bonne tenue du système de peinture et son aspect pendant un délai de 5 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage les titulaires, pendant le délai fixé, à effectuer à leurs frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par le CCTP.

### **9-7.5. Garantie particulière de fonctionnement d'installation de haute technicité**

Sans objet

## **9-8. Brevets**

Le titulaire utilisera en tant que besoin, tous les brevets nécessaires à la réalisation du contrat. Il reconnaît que sa rémunération globale comprend la rémunération des brevets dont il est titulaire ou qu'il utilise. Il garantit à cet égard le Maître d'ouvrage de tous recours des tiers en cas d'utilisation des brevets qui ne lui appartiendraient pas ou dont il n'aurait pas reçu la licence.

## **ARTICLE 10. DEFAILLANCE DE L'ENTREPRISE - RESILIATION**

Dans le cas où elle ne respecterait pas l'une ou l'autre des obligations du présent contrat, et 15 (quinze) jours après une mise en demeure restée infructueuse, le pouvoir adjudicataire pourra déclarer l'entreprise défaillante et constater la résiliation de plein droit du présent contrat.

L'exécution des études, travaux et prestations pourra alors être poursuivie par toute autre entreprise au choix du Maître d'ouvrage. Dans ce cas, l'entreprise devra, à la demande du pouvoir adjudicataire mettre à disposition les ouvrages provisoires, le matériel et les matériaux, libre de toute clause de réserve de propriété, approvisionnés sur le chantier, où se trouvant en usine ou en magasin, et indispensables à la poursuite des travaux.

Un constat contradictoire des travaux et fournitures, d'ores et déjà effectués, à la date de résiliation, ainsi que les approvisionnements, installations, et matériels laissés à disposition, devra être dressé en présence de l'entreprise.

Un arrêté de compte provisoire sera établi sur la base de ce constat. Le solde éventuellement créditeur au profit de l'entreprise en résultant, restera bloqué et constituera une réserve.

Le décompte général définitif du marché résilié sera notifié à l'Entreprise conformément aux dispositifs de l'article 48-4 du CCAG Travaux.

L'entreprise étant responsable des conséquences financières de sa défaillance, les sommes dont elle serait redevable à cet égard, et notamment les coûts supplémentaires qu'impliquerait la poursuite des travaux, seront de plein droit imputés sur le montant de cette réserve. D'autre part, les frais d'expertise éventuels seront avancés par le maître de l'ouvrage, mais imputés sur les sommes restants dues à l'entreprise défaillante.

Les dispositions ci-dessus seront également applicables dans le cas où la défaillance de l'entreprise résulterait de sa mise en redressement ou liquidation judiciaire, à moins que l'administrateur judiciaire ne décide de poursuivre l'exécution du présent marché, conformément à ses clauses et conditions, et de fournir les prestations promises.

Le règlement définitif des sommes pouvant rester dues à l'entreprise après les imputations ci-dessus, n'interviendra qu'après l'arrêté définitif des comptes du contrat, et après remise au Maître d'ouvrage par l'entreprise, l'administrateur judiciaire ou le liquidateur, d'une attestation d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, certifiant que les conséquences de la responsabilité de l'entreprise selon les principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants et 2270 du Code Civil, à effet de couvrir les sommes résultant de l'arrêt des comptes, couvertes pendant les durées mentionnées aux dits articles, et ce au profit du Maître de l'ouvrage.

Enfin, le pouvoir adjudicateur aura également la faculté de résilier, de plein droit, par simple lettre recommandée, le marché d'une entreprise dont le retard d'exécution serait soit égal ou supérieur à deux mois, soit justiciable d'une pénalité de retard représentant plus de 5 % de son marché.

Dans ce cas, outre les pénalités prévues au présent C.C.A.P., il sera retenu à l'entreprise, à titre de dommage et intérêt, une somme égale à 10 % du montant des travaux restant à exécuter.

L'arrêté de compte et la reprise des travaux se feront alors conformément aux stipulations énoncées ci-dessus.

## **ARTICLE 11. TROUBLES DE JOUISSANCE – PROPRIETES VOISINES**

Les entrepreneurs soumissionnaires s'engagent à prendre toutes les précautions nécessaires à la sauvegarde et à la protection des propriétés voisines du chantier, pendant toute la durée de leurs travaux.

Dans l'hypothèse où ces propriétés voisines subiraient des troubles de jouissance, ils s'engagent à exécuter à leurs frais, les travaux éventuellement nécessaires, ou encore à payer à leurs propriétaires les dommages et intérêts qu'ils seraient en droit de réclamer.

Le cas échéant, ils devront supporter également tous les frais de procédure. En aucun cas, le pouvoir adjudicateur n'aura à intervenir, en cas de litige, les entrepreneurs étant responsables tout le long du chantier vis-à-vis des riverains.

Un constat d'huissier, à charge de l'entreprise de Gros Œuvre sera fait avant toutes interventions, notamment les démolitions, sur toutes les voiries et bâtiments avoisinant le chantier. Pour ce qui concerne les bâtiments mitoyens aux démolitions, il s'agit de l'intérieur et de l'extérieur.

## ARTICLE 12. RELATIONS ENTRE ENTREPRISES

Bien que des marchés séparés soient passés avec les différentes entreprises adjudicataires, il est indispensable, pour la bonne marche du chantier, que celles-ci forment une équipe solidaire.

Cette solidarité peut amener à accepter certaines contraintes favorisant le travail d'un collègue, mais ceci dans l'intérêt général du chantier.

Cet esprit devra se manifester en particulier :

- . lors de l'établissement du calendrier d'exécution sous l'autorité du maître d'œuvre,
- . par l'utilisation concertée de certains équipements communs, monte-charges, branchements électriques, ou eau ...
- . par le respect des ouvrages exécutés par les autres corps d'état, en prenant si nécessaire toutes précautions pour leur protection,
- . en prévenant aussitôt l'intéressé des dégradations involontaires pouvant survenir dans l'exécution de leurs travaux,
- . en prévenant au moins huit (8) jours à l'avance, l'entreprise suivante (dans l'ordre d'exécution des travaux) de la disponibilité des lieux de leur intervention.

## ARTICLE 13. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP (du RC et du CCTP) sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

### a) RC

RC – article 03	déroge à l'article	41 du Code des Marchés Publics
-----------------	--------------------	--------------------------------

### b) a) CCAG

C.C.A.P. 1-7	déroge à l'article	9
C.C.A.P. 3-2	déroge aux articles	13.11, 13.17, 13.22, 13.31, 13.32 et 13.33
C.C.A.P. 3-4	déroge à l'article	2.4
C.C.A.P. 4-3	déroge à l'article	20.1
C.C.A.P. 4-6	déroge à l'article	50
C.C.A.P. 5-2	déroge à l'article	11.4
C.C.A.P. 8-4	déroge à l'article	34.1
C.C.A.P. 8-4	déroge à l'article	31.10.1 et 31.10.2
C.C.A.P. 8-4	déroge à l'article	33

### c) b) CCTG et CPC travaux publics

Néant

### d) c) Normes françaises homologuées

Néant

### e) d) Aux autres normes

Néant